



**CHAIRE CONDITION AUTOCHTONE**  
Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée

---

# **PORTRAIT ÉCONOMIQUE DU NUNAVIK 2003**

**Gérard Duhaime et Véronique Robichaud**

---

Mai 2007



La **Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée** est affiliée au Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA) et à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval.

Adresse postale:

**Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée**  
Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones  
Pavillon Charles-De Koninck  
Université Laval  
Québec, QC  
Canada G1K 7P4

Téléphone: (418) 656-7596  
Télécopieur: (418) 656-3023  
ciera@ciera.ulaval.ca

© Gérard Duhaime et Véronique Robichaud

Ont collaboré à la préparation de ce document :  
Nick Bernard et Andrée Caron

Signes conventionnels

n.d. : non disponible

ISBN : 978-2-921438-69-8

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec, 2<sup>e</sup> trimestre 2007  
Bibliothèque nationale du Canada, 2<sup>e</sup> trimestre 2007

## **PORTRAIT ÉCONOMIQUE DU NUNAVIK 2003**

Gérard Duhaime et Véronique Robichaud

## Faits saillants

**En 2003 l'économie du Nunavik se caractérise par les principaux traits suivants :**

### Dépenses

- Le produit intérieur du Nunavik est de 290 millions \$, soit 29 000 \$ par habitant, inférieur de 15 % au PIB du Québec par habitant.
- Les dépenses publiques sont plus importantes dans la composition du PIB que les dépenses personnelles, ce qui est le contraire dans l'ensemble du Québec.
- Les dépenses publiques sont plus importantes par habitant au Nunavik (25 000 \$) qu'au Québec (8 000 \$).
- Les importations massives sont beaucoup plus importantes que les exportations. Au Québec, elles s'équivalent à peu près.

### Revenus

- Le revenu régional est majoritairement composé des salaires (77 % du revenu régional, mais 54 % au Québec).
- Les bénéfices des sociétés sont beaucoup moins importants que les salaires dans la composition du PIB de la région (9 %, mais 40 % au Québec).
- La rémunération des Inuit (55 %) est globalement plus importante que celle des autochtones (45 %); mais elle ne correspond pas à leur proportion dans la population ( $\pm$  90 %) et encore moins à leur proportion dans la population active.
- Le revenu personnel (27 400 \$) et le revenu personnel disponible par habitant (après impôt, 22 700 \$) sont presque identiques par rapport au Québec.
- Les paiements de transferts aux particuliers sont moins importants par habitant au Nunavik (3 063 \$) par rapport au Québec (4 278 \$).
- Les transferts des sociétés aux particuliers sont moins importants par habitant au Nunavik (1 722 \$) par rapport au Québec (3 619 \$).

### Structure industrielle

- Le secteur primaire est beaucoup plus important au Nunavik (20 %) qu'au Québec (2 %) et repose sur l'activité d'exploitation et d'exploration minière.
- Le secteur secondaire est beaucoup moins important au Nunavik (4 %) qu'au Québec (27 %) et repose sur la construction.
- Le secteur tertiaire est aussi important au Nunavik (77 %) qu'au Québec (73 %). Cependant l'administration publique y est beaucoup plus importante (53% de toute l'activité économique, mais 20% au Québec).

## **Dépenses publiques**

- Les administrations publiques dépenses 325 millions \$.
- 80 % de ces sommes vont aux dépenses courantes en biens et services.
- 11 % de ces sommes vont à l'investissement.
- 10 % de ces sommes vont aux paiements de transferts aux particuliers.
- Les administrations régionales et locales sont responsables de 45 % de ces dépenses.
- L'administration provinciale est responsable de 42 % de ces sommes.
- L'administration fédérale est responsable de 13 % de ces sommes.

**Entre 1983 et 2003, les principaux changements dans l'économie du Nunavik ont été les suivants :**

## **Dépenses**

- Les dépenses personnelles par habitant au Nunavik sont toujours inférieures à celles du Québec, et l'écart diminue de 20 % en 1983 à 11 % en 2003.
- Les dépenses publiques par habitant au Nunavik sont toujours supérieures à celles du Québec, et l'écart augmente de 63 % en 1983 à 69 % en 2003.
- Les dépenses publiques ont diminué entre 1991 et 1998 de manière plus marquée au Nunavik (14 %) qu'au Québec (6 %).
- Les dépenses personnelles ont diminué entre 1991 et 1998 au Nunavik de 10 %, alors qu'elles ont augmenté au Québec de 14 %.
- Les importations ont chuté en 1998 et en 2003 elles n'atteignent pas encore le niveau de 1991. Elles sont demeurées beaucoup plus stables au Québec.
- Les exportations ont chuté dès 1991 et en 2003 elles n'atteignent pas encore le niveau de 1983. Elles sont demeurées beaucoup plus stables au Québec.

## **Revenus**

- La progression des salaires entre 1983 et 2003 au Nunavik est plus forte au Nunavik (170 %) qu'au Québec (128%). Cette progression a été fortement ralentie en 1998.
- Les Inuit ont commencé à toucher 50 % ou plus des salaires entre 1991 et 1998.
- La rémunération moyenne des Inuit continuerait d'être inférieure à celle des allochtones.

### **Structure industrielle**

- Le secteur primaire a connu de fortes variations entre 1983 et 2003, liées à l'exploitation des ressources minérales, qui ont chuté vers 1991. Il était beaucoup plus stable au Québec.
- Le secteur secondaire a connu de fortes variations entre 1983 et 2003, liées aux activités de construction, qui ont chuté après 1991. Il était beaucoup plus stable au Québec.
- Le secteur tertiaire a connu des variations entre 1983 et 2003, principalement liées aux variations des dépenses et des investissements publics.

### **Dépenses publiques**

- Les dépenses publiques réelles ont augmenté entre 1983 et 2003, mais elles ont diminué en 1998.
- Les dépenses publiques réelles par habitant ont augmenté entre 1983 et 2003. Elles ont diminué en 1998 en-dessous du niveau de 1983, qu'elles ont à peine rattrapé en 2003.
- Les dépenses fédérales réelles ont diminué entre 1983 et 1998, pour se redresser en 2003 sans atteindre le niveau de 1983. Les dépenses fédérales réelles par habitant sont inférieures en 2003 par rapport à 1983.
- Les dépenses provinciales réelles ont augmenté entre 1983 et 2003, sauf en 1998. Les dépenses provinciales réelles par habitant sont légèrement supérieures en 2003 par rapport à 1983.
- Les dépenses réelles des administrations publiques régionales et locales ont augmenté entre 1983 et 2003. Ces dépenses par habitant ont connu des baisses en 1998.



## Table des matières

<b>Faits saillants</b> .....	<b>i</b>
<b>Table des matières</b> .....	<b>v</b>
<b>Liste des tableaux</b> .....	<b>vii</b>
<b>Liste des graphiques</b> .....	<b>viii</b>
<b>Cigles utilisés</b> .....	<b>x</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>1. Approche pour un portrait de l'économie régionale</b> .....	<b>2</b>
1.1 Une matrice de comptabilité sociale .....	2
1.2 Les matrices de comptabilité sociale du Nunavk .....	4
<b>2. Méthode</b> .....	<b>4</b>
2.1 Sources d'information .....	4
2.1.1 Administrations publiques .....	4
2.1.2 Entreprises privées .....	5
2.1.3 Autres sources de données.....	5
2.2 Harmonisation des données .....	5
2.3 Validité des données.....	6
<b>3. L'économie du Nunavik en 2003</b> .....	<b>6</b>
3.1 Les dépenses.....	6
3.2 Les revenus.....	10
3.3 Le revenu personnel .....	12
3.4 Distribution industrielle de l'économie.....	16
3.5 Dépenses des administrations publiques.....	20
<b>4. Tendances de l'économie de 1983 à 2003</b> .....	<b>22</b>
4.1 Les dépenses.....	22
4.2 Les revenus.....	28
4.3 Le revenu personnel .....	30
4.4 Distribution industrielle de l'économie.....	32
4.5 Dépenses des administrations publiques.....	36



<b>5. Discussion</b> .....	<b>42</b>
5.1 Une économie polarisée .....	42
5.2 La crise des années 1990 .....	42
5.3 Mise à niveau .....	43
5.4 Autre pôle économique .....	45
<b>Bibliographie</b> .....	<b>46</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>48</b>
Annexe 1 Matrice de comptabilité sociale descriptive.....	49
Annexe 2 Matrice de comptabilité agrégée du Nunavik pour 2003.....	50
Annexe 3 Matrice de comptabilité sociale du Nunavik pour 2003.....	51
Annexe 4 Population et indices implicites de prix, Nunavik et Québec, 1983 à 2003.	52

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1</b>	
Matrice de comptabilité sociale simplifiée .....	3
<b>Tableau 2</b>	
Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Nunavik et Québec, 2003 (Dollars courants, dollars courants per capita et %) .....	9
<b>Tableau 3</b>	
Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Nunavik et Québec, 2003 (Dollars courants, dollars courants per capita et %) .....	11
<b>Tableau 4</b>	
Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel, revenu personnel disponible et épargne personnelle, Nunavik et Québec, 2003 (Dollars courants) .....	13
<b>Tableau 5</b>	
Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Nunavik et Québec, 2003 (Dollars courants, et %) .....	17
<b>Tableau 6</b>	
Répartition des dépenses des administrations publiques, Nunavik, 2003 (Dollars courants) .....	21
<b>Tableau 7</b>	
Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Nunavik et Québec, 1983 à 2003 (Dollars constants de 2003 per capita) .....	25
<b>Tableau 8</b>	
Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Nunavik et Québec, 1983 à 2003 (Dollars courants per capita) .....	29
<b>Tableau 9</b>	
Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel, revenu personnel disponible et épargne personnelle, per capita, Nunavik et Québec, 1983 à 2003 (Dollars constants de 2003) .....	31
<b>Tableau 10</b>	
Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Nunavik et Québec, 2003 (%) .....	33
<b>Tableau 11</b>	
Répartition des dépenses des administrations publiques, Nunavik, 1983 à 2003 (Dollars constants de 2003) .....	39

## Liste des graphiques

### Graphique 1

Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Nunavik 2003  
(Dollars per capita) ..... 9

### Graphique 2

Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Québec 2003  
(Dollars per capita) ..... 9

### Graphique 3

Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Nunavik, 2003  
(Dollars per capita et %) ..... 11

### Graphique 4

Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Québec, 2003  
(Dollars per capita et %) ..... 11

### Graphique 5

Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel, impôts directs des particuliers et revenu personnel disponible, Nunavik, 2003  
(Dollars per capita) ..... 15

### Graphique 6

Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel, impôts directs des particuliers et revenu personnel disponible, Québec, 2003  
(Dollars per capita) ..... 15

### Graphique 7

Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Nunavik, 2003  
(%) ..... 19

### Graphique 8

Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Québec, 2003  
(%) ..... 19

### Graphique 9

Répartition des dépenses des administrations publiques, Nunavik, 2003  
(Dollars courants) ..... 21

### Graphique 10

Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Nunavik, 1983 à 2003  
(Dollars constants de 2003 per capita) ..... 27

### Graphique 11

Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Québec, 1983 à 2003  
(Dollars constants de 2003 per capita) ..... 27

### Graphique 12

Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Nunavik, 1983 à 2003  
(Dollars courants per capita) ..... 29

<b>Graphique 13</b>	
Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Québec, 1983 à 2003 (Dollars courants per capita) .....	29
<b>Graphique 14</b>	
Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel et revenu personnel disponible, per capita, Nunavik, 1983 à 2003 (Dollars constants de 2003) .....	31
<b>Graphique 15</b>	
Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel et revenu personnel disponible, per capita, Québec, 1991 à 2003 (Dollars constants de 2003) .....	31
<b>Graphique 16</b>	
Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Nunavik, 2003 (%) .....	35
<b>Graphique 17</b>	
Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Québec, 2003 (%).....	35
<b>Graphique 18</b>	
Répartition des dépenses des administrations publiques, Nunavik, 1983 à 2003 (Dollars constants per capita de 2003) .....	41

## **Sigles utilisés**

ARK	Administration régionale Kativik
CIÉRA	Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones
CPE	Centre de la petite enfance
CSK	Commission scolaire Kativik
FCNQ	Fédération des coopératives du Nouveau-Québec
ISQ	Institut de la statistique du Québec
KRG	Kativik Regional Government
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MCS	Matrice de comptabilité sociale
PIB	Produit intérieur brut
RRSSSN	Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik
SAA	Secrétariat aux affaires autochtones

## Introduction

L'objectif de ce rapport est de tracer un portrait de l'économie du Nunavik. Cette caractérisation permettra d'abord de mieux comprendre l'état et la structure de l'économie du Nunavik, son évolution depuis les vingt dernières années, et d'en identifier les similitudes et les différences par rapport à l'économie du Québec.

La disponibilité des statistiques régionales s'est accrue de façon importante au cours de la dernière décennie. En effet, le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec<sup>1</sup> présente de nombreuses informations démographiques, économiques et sociales pour la région de Kativik. Néanmoins, ces données ne permettent pas d'établir un portrait économique complet de la région. Qui plus est, les méthodes utilisées pour régionaliser les statistiques officielles de la province ne sont pas toujours les plus indiquées pour évaluer l'activité économique d'une région où une part importante des travailleurs ne sont pas des résidents.

Par ailleurs, étant donné la taille relativement petite de l'économie du Nunavik par rapport à l'ensemble du Québec et les règles de confidentialité auxquelles les instituts statistiques sont confrontés, plusieurs informations ne sont tout simplement pas disponibles à l'échelle de la région. Dès lors, la construction d'un portrait économique valide impose un travail préalable de collecte de données sur les activités des établissements qui oeuvrent dans la région.

Le présent rapport adopte une approche non technique afin de décrire la méthode utilisée et les résultats obtenus permettant de rendre compte des caractéristiques de l'économie du Nunavik.

---

<sup>1</sup> <http://www.stat.gouv.qc.ca/>

## 1. Approche pour un portrait de l'économie régionale

### 1.1 Une matrice de comptabilité sociale<sup>2</sup>

Une matrice de comptabilité sociale (MCS) est un tableau représentant les flux monétaires entre les différents agents économiques d'une région pour une période donnée. La MCS est un tableau carré et chaque agent est représenté par une ligne exprimant ses revenus et une colonne présentant ses dépenses. La MCS est équilibrée, c'est-à-dire que le total des revenus d'un agent est égal à ses dépenses. Le tableau 1 présente un exemple simplifié de la MCS.

La base d'une MCS repose généralement sur les tableaux entrées-sorties, lesquels présentent les liens entre les activités de production, les biens et services qu'elles produisent et les agents qui les consomment. Dans l'exemple du tableau 1, ces informations correspondent à la ligne et à la colonne « Activité de production ». En plus des informations contenues dans les tableaux entrées-sorties, une MCS présente les liens qui existent entre la rémunération des facteurs de production, c'est-à-dire le travail et le capital, et les agents qui reçoivent ces revenus, c'est-à-dire les particuliers, les entreprises et les administrations publiques, de même que tous les transferts entre les institutions. Dans notre exemple, ces informations se retrouvent aux lignes et colonnes « Travail » et « Ménages ».

L'utilité d'une MCS est multiple. Tout d'abord, elle permet de représenter dans un cadre cohérent une foule d'informations statistiques et économiques. Ces informations permettent de

retracer la taille de l'économie, la structure de production, de consommation, les sources de revenus des agents, etc. Cette façon de représenter l'économie d'une région permet également la comparaison avec des tableaux similaires construits pour d'autres régions, pour le Québec et pour le Canada dans son ensemble. La MCS constitue donc un portrait économique complet, cohérent et comparable.

---

<sup>2</sup> Pour une documentation complète sur les MCS, voir Pyatt, G. & J. I. Round (1977)

**Tableau 1**  
**Matrice de comptabilité sociale simplifiée**

	<b>Travail</b>	<b>Ménages</b>	<b>Activités de production</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Travail</b>			Rémunération des travailleurs	Rémunération totale des travailleurs
<b>Ménages</b>	Revenu des ménages provenant du travail			Revenu total des ménages
<b>Activités de production</b>		Consommation des ménages	Achats de biens et services utilisés dans la production	Ventes totales des activités de production
<b>TOTAL</b>	Rémunération totale	Dépenses totales des ménages	Dépenses d'exploitation des activités de production	



## **1.2 Les matrices de comptabilité sociale du Nunavik**

La première matrice de comptabilité sociale (MCS) pour le Nunavik, construite pour l'année 1983 (Duhaime 1987), avait permis de caractériser la situation économique de la région. Ce portrait avait permis de révéler certains traits caractéristiques de la région dont : la prédominance de l'activité gouvernementale dans l'économie régionale, les importations massives et une faible participation du secteur privé. Depuis, trois mises à jour de la MCS ont été réalisées. La première portait sur des données de 1991 (Robichaud 1994), l'autre sur des données de 1998 (Robichaud et al. 2001); celle présentée ici est basée sur les données de 2003, les données les plus complètes et disponibles lorsque les travaux ont été amorcés. Cette série de portraits pour le Nunavik permettra donc de retracer l'évolution de l'économie régionale au cours des vingt dernières années et d'identifier des tendances.

## **2. Méthode**

Les paragraphes qui suivent présentent succinctement les sources de données qui ont été utilisées et les principales étapes de la construction du portrait économique du Nunavik<sup>3</sup>.

### **2.1 Sources d'information**

La construction d'une MCS repose sur des hypothèses et ajustements pour assurer la cohérence entre diverses sources de données. De même, et à l'inverse des MCS nationales, il n'existe pas d'indicateurs macroéconomiques qui nous permettraient de baliser les totaux à obtenir. Les seules informations officielles disponibles pour la région sont celles de l'Institut de la statistique du Québec et, comme nous l'avons mentionné, les concepts derrière ces données diffèrent de ceux que nous tentons ici de représenter. Ainsi, la construction de la MCS du Nunavik a consisté à collecter les données principalement dans les établissements actifs dans l'économie du Nunavik, puis à harmoniser le tout.

#### *2.1.1 Administrations publiques*

Les dépenses et transferts des administrations publiques provinciales, régionales et municipales ont été puisés à même les publications des différents organismes. Le gouvernement du Québec publie annuellement une description de ses dépenses (SAA 2004

---

<sup>3</sup> Des descriptions plus élaborées des étapes de construction sont disponibles dans Robichaud, Duhaime & Fréchette (2001); Duhaime, Fréchette & Robichaud (1999, 1998); Robichaud (1994); Duhaime (1987). Le lecteur peut également communiquer avec les auteurs pour des informations additionnelles à vrob@videotron.ca ou Gerard.Duhaime@soc.ulaval.ca.

et 2005) de même que l'Administration régionale Kativik (ARK 2004). Les rapports annuels de l'Administration régionale Kativik contiennent aussi une foule de données sur les programmes gouvernementaux offerts dans la région. Ces deux sources d'informations ont permis de retracer la quasi totalité des données concernant les administrations publiques au Nunavik.

Par ailleurs, d'autres organismes régionaux publient des rapports annuels, desquels d'autres informations ont été tirées. Le site Internet de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik présente les rapports annuels de l'organisme alors que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a fourni celui de la Commission scolaire Kativik.

Le gouvernement fédéral ne publiant plus de document regroupant l'ensemble de ses dépenses dans la région, les données fournies par le Secrétariat aux affaires autochtones et l'Administration régionale Kativik ont été utilisées pour compléter l'information manquante. De même, les recettes et dépenses des administrations municipales (ministère des Affaires municipales et des Régions 2004) ont été ajustées pour refléter les données publiées par le Secrétariat aux affaires autochtones et l'Administration régionale Kativik.

### *2.1.2 Entreprises privées*

Pour les entreprises privées, il existe malheureusement peu d'informations publiques. La Fédération des coopératives du Nouveau-Québec nous a fait parvenir les rapports annuels pour chacune des coopératives ainsi que celui de la fédération. Ces données nous ont été utiles pour l'évaluation du secteur commercial.

Par ailleurs, Xstrata Nickel a pu partager une fiche d'informations pour la mine de Raglan (Falconbridge 2006) et l'Administration régionale Kativik nous a fourni des informations agrégées pour certains secteurs d'activités. Finalement, les rapports annuels de la Société Makivik ont permis de trouver quelques informations sur les activités de la société et de ses filiales. Néanmoins, ces trois sources d'informations n'ont pu à elles seules permettre de retracer toutes les données nécessaires à la construction du portrait économique et donc, nous avons procédé à certaines estimations basées sur différentes sources complémentaires.

### *2.1.3 Autres sources de données*

L'*Enquête sur l'emploi* de l'Administration régionale Kativik de 2005 (KRG 2006) a été utile à la fois pour estimer les données manquantes par secteur d'activité et pour répartir les salaires entre les travailleurs autochtones et allochtones. Puisque ce rapport porte sur les emplois en 2005, nous avons utilisé l'enquête sur la population active (Statistique Canada 2006) pour évaluer le nombre d'emplois sectoriels en 2003. Finalement, le tableau entrées-sorties du Québec (Martin et Nguyen 2004) a été utilisé pour répartir les dépenses d'exploitation totales de certains secteurs de la MCS; les composantes du revenu personnel (Institut de la statistique du Québec 2006) ont servi à estimer les cotisations aux régimes d'assurance-sociale.

## **2.2 Harmonisation des données**

Puisque différentes sources de données sont utilisées et parce que celles-ci présentent parfois des informations contradictoires, nous avons dû choisir les sources d'informations à privilégier.

Nous avons favorisé les sources de données plus complètes plutôt que celles présentant de l'information fragmentaire, et privilégié celles portant sur l'année 2003 plutôt que celles dont l'année financière ne correspond pas à l'année de calendrier. Par ailleurs, pour les organismes dont l'année financière diffère de celle du calendrier, dans le cas où des informations étaient disponibles pour plusieurs années financières, nous avons évalué la valeur de 2003 au prorata du nombre de mois de 2003 dans l'année financière.

### **2.3 Validité des données**

La MCS désagrégée du Nunavik est présentée à l'annexe 3. Nous avons utilisé un code de couleur pour les données afin d'en indiquer la validité. Les données en noir, qui, en général, ont été directement tirées de documents officiels, ont la plus grande validité. Les données en bleu sont les résultats d'estimation à partir des données précédentes et peuvent être considérées valides. Finalement, les données en rouge ont été calculées de façon résiduelle pour équilibrer la MCS tout en tenant compte de la répartition des années précédentes. Notons qu'en général, si les résultats obtenus par secteur d'activité est d'une validité qu'il est difficile de qualifier, les totaux, pour leur part, demeurent valides. Nous avons aussi placé en annexe la MCS agrégée (annexe 2), laquelle est accompagnée d'une version commentée (annexe 1) pour permettre de bien saisir la signification des données.

## **3. L'économie du Nunavik en 2003**

### **3.1 Les dépenses**

Le produit intérieur peut être calculé selon plusieurs méthodes différentes, que nous présenterons successivement ici. Calculé selon la méthode des dépenses, le produit intérieur du Nunavik s'établit en 2003 à quelque 290 millions \$ (tableau 2). Il représente 29 000 \$ par habitant, ce qui est inférieur de 5 000 \$ ou 15 % au PIB du Québec la même année (tableau 2).

La décomposition des dépenses révèle deux caractéristiques remarquables de l'économie du Nunavik. D'abord, les dépenses publiques en biens et services dépassent largement les dépenses personnelles. Cette situation est très différente de celle du Québec, où les dépenses publiques sont trois fois moins importantes que les dépenses personnelles. Les dépenses publiques atteignent plus de 25 000 \$ par habitant au Nunavik, mais moins de 8 000 \$ au Québec.

Ainsi, le Nunavik est caractérisé par la place économique prépondérante qu'y prend l'administration publique; cela a été observé plusieurs fois dans le passé, et cela sera confirmé dans les analyses qui suivent.

Ensuite, il existe un déséquilibre important entre les exportations et les importations. Au Québec, les exportations et les importations sont presque à un niveau équivalent. Mais au Nunavik, les exportations sont quatre fois moins importantes que les importations.

La principale composante des exportations du Nunavik est constituée du minerai extrait de la mine de Raglan, expédié par navire au Port de Québec, transbordé et réacheminé de là en Europe pour subir la transformation. Quant aux importations considérables au Nunavik, elles sont principalement

constituées de deux composantes. Il s'agit des biens de consommation courante en produits importés, ainsi que les biens et services nécessaires à la production des entreprises comme les matériaux de construction, le carburant, et ainsi de suite. Ces biens sont massivement importés au Nunavik, puisque la région ne les produit pas elle-même (voir annexe 3).

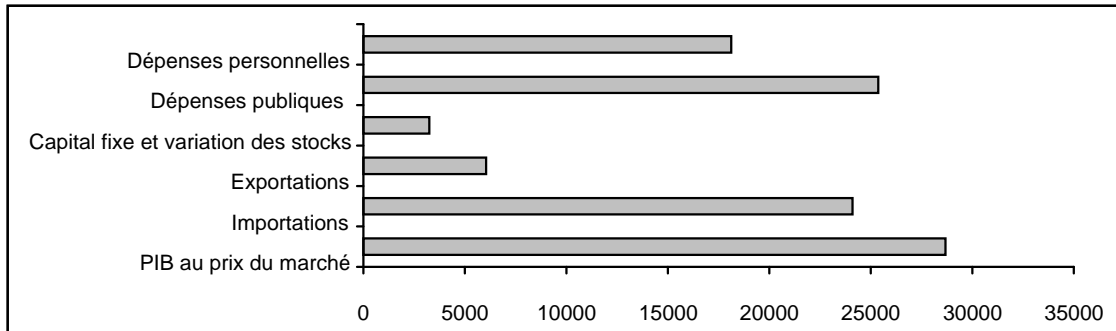
Ainsi, l'économie du Nunavik est caractérisée par des importations massives, en déséquilibre net avec les exportations qu'elle réalise.



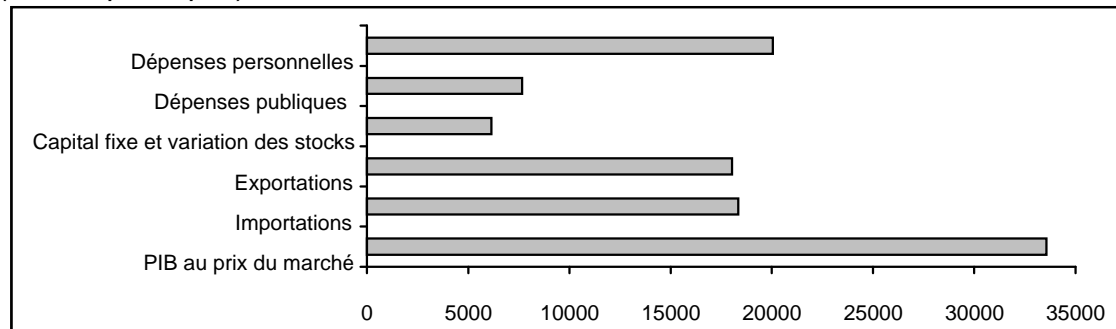
**Tableau 2**  
**Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Nunavik et Québec,**  
**2003 (ans courants, dollars courants per capita et %)**

	Nunavik			Québec		
	Milliers de \$ courants	per capita	%	Millions de \$ courants	per capita	%
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	183 631,4	18 120	63,2	149 722	20 049	59,7
Dépenses publiques en biens et services	257 092,0	25 369	88,5	57 257	7 667	22,8
Formation brute de capital fixe et variation des stocks	32 847,5	3 241	11,3	45 929	6 150	18,3
Exportations	61 340,2	6 053	21,1	134 737	18 043	53,8
Importations	-244 322,5	-24 109	-84,1	-136 940	-18 338	-54,6
Divergence statistique				-79		
<b>PIB au prix du marché</b>	<b>290 588,6</b>	<b>28 675</b>	<b>100,0</b>	<b>250 626</b>	<b>33 572</b>	<b>100,0</b>

**Graphique 1**  
**Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Nunavik 2003**  
*(Dollars per capita)*



**Graphique 2**  
**Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Québec 2003**  
*(Dollars per capita)*



### **3.2 Les revenus**

La décomposition des revenus révèle également des caractéristiques remarquables de l'économie du Nunavik (tableau 3)

D'abord, il existe un déséquilibre régional entre la rémunération des salariés et les bénéficiaires des sociétés. Au Nunavik, la rémunération des salariés est de loin la composante la plus importante du revenu, puisqu'elle en représente 77 %. Au Québec, elle représente plutôt 54 %.

À l'inverse, au Nunavik, les bénéficiaires des sociétés représentent une fraction beaucoup moins importante du revenu, puisqu'elle s'établit à 9 %. Au Québec, elle représente plutôt 40 %.

Il est difficile d'expliquer le résultat obtenu par les sociétés du Nunavik sans un examen détaillé, ce que nous ne pouvons faire ici. Cependant, l'importance de la rémunération peut être expliquée par la progression du travail salarié au cours des récentes décennies, suivant la croissance des branches d'activités économiques. Nous examinerons cette question à la section 4.

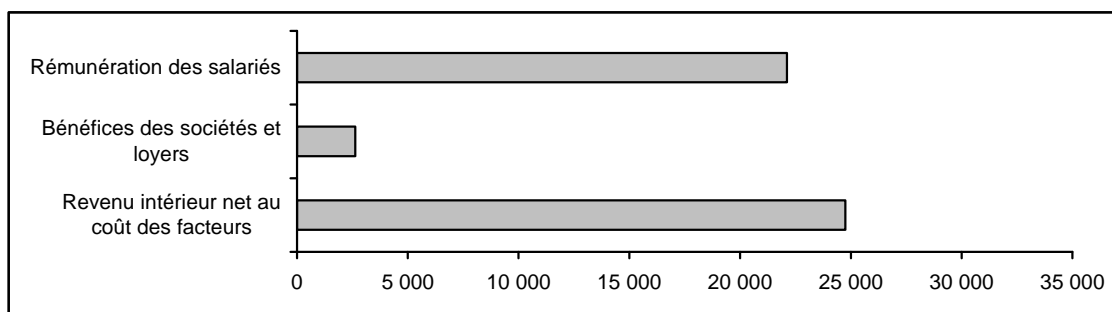
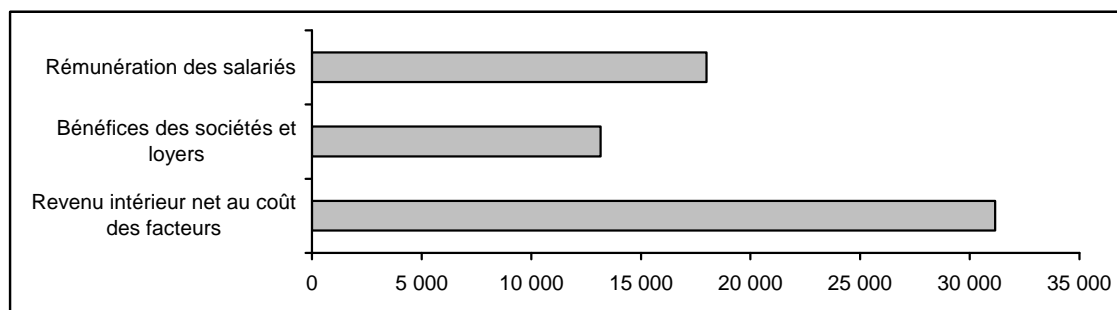
De plus, la décomposition des revenus révèle que les salariés autochtones accaparent collectivement aujourd'hui une rémunération légèrement supérieure à celle des allochtones. En effet, les salariés autochtones obtiennent environ 54 % de la rémunération. Cette proportion est étonnante, puisque les autochtones représentent toujours quelque 90 % de l'ensemble de la population, et une forte majorité parmi la population active, vraisemblablement de l'ordre de 80 %. Ce résultat indiquerait donc que la position relative des allochtones sur le marché du travail du Nunavik demeurerait relativement avantageuse : ils auraient une rémuné-

ration moyenne plus élevée, liée à la qualification professionnelle exigée des postes qu'ils occuperaient et liée aux avantages consentis par les employeurs comme des primes d'éloignement et des allocations au transport.

Ainsi, l'analyse de l'économie du Nunavik par le revenu révèle trois nouvelles caractéristiques : l'importance de la rémunération dans la composition du revenu (par rapport à celle des bénéficiaires des sociétés); l'importance de la rémunération touchée par les autochtones; la position relativement avantageuse des allochtones en matière de rémunération, par rapport à leur poids dans la population active.

**Tableau 3****Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Nunavik et Québec, 2003***(Dollars courants, dollars courants per capita et %)*

	Nunavik			Québec		
	Milliers de \$	\$ per capita	%	Millions de \$	\$ per capita	%
Rémunération des salariés	224 156,4	22 119	77,1	134 372,0	17 994	53,6
Bénéfices des sociétés et loyers	26 696,8	2 634	9,2	98 279,0	13 161	39,2
<b>Revenu intérieur net au coût des facteurs</b>	<b>250 853,2</b>	<b>24 754</b>	<b>86,3</b>	<b>232 651,0</b>	<b>31 154</b>	<b>92,8</b>
Impôts indirects nets	39 735,4	3 921	13,7	17 895,0	2 396	7,1
Divergence statistique				80,0		
<b>PIB au prix du marché</b>	<b>290 588,6</b>	<b>28 675</b>	<b>100,0</b>	<b>250 626,0</b>	<b>33 551</b>	<b>100,0</b>

**Graphique 3****Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Nunavik, 2003***(Dollars per capita et %)***Graphique 4****Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Québec, 2003***(Dollars per capita et %)*



### **3.3 Le revenu personnel**

Le revenu personnel est légèrement inférieur au Nunavik, par rapport au Québec. De plus, ses composantes sont également inférieures par rapport aux mêmes composantes au Québec (tableau 4).

Au Nunavik, le revenu personnel par habitant est inférieur de 2 % au revenu personnel au Québec. Les paiements de transferts des administrations publiques aux particuliers, par habitant, sont inférieurs au Nunavik de près de 30 %. Les transferts des sociétés aux particuliers, par habitant, sont inférieurs au Nunavik de 50 %.

Toutefois, le revenu personnel disponible est légèrement supérieur au Nunavik, par rapport au Québec, puisqu'il le dépasse de quelque 5 %. Cette situation est attribuable au fait que les impôts directs des particuliers par habitant du Nunavik sont moins élevés que ceux des particuliers du Québec.

Toutes ces différences suggèrent que globalement, les revenus personnels comparés du Nunavik et du Québec présentent plusieurs similitudes. En effet, les différences sont minces, et lorsqu'elles sont plus importantes, elles pourraient être attribuables aux imprécisions qu'introduisent les calculs par habitant, plutôt que des différences réelles de situation.

En effet, la structure de la population du Nunavik et celle du Québec sont très différentes. Par exemple, le Nunavik compte une forte proportion de jeunes qui ne font pas encore partie de la population active, ce dont ne tiennent pas compte les calculs par habitant. Ce genre de nuances empêche donc d'évaluer ici si les différences identifiées à l'aide de ces calculs indiquent des différences réelles de situation. Seule une analyse plus détaillée du revenu personnel pourrait permettre d'évaluer plus précisément la situation.

**Tableau 4****Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel, revenu personnel disponible et épargne personnelle, Nunavik et Québec, 2003***(Dollars courants)*

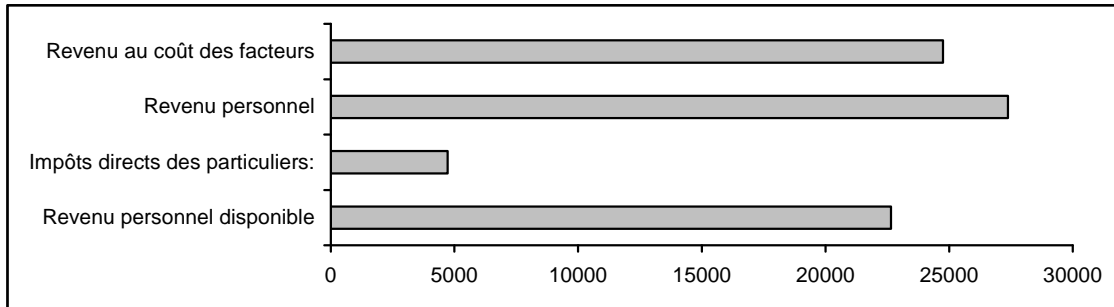
	Nunavik		Québec	
	Milliers de \$	\$ per capita	Millions de \$	\$ per capita
<b>Revenu intérieur net au coût des facteurs</b>	<b>250 853,2</b>	<b>24 753,6</b>	<b>200 556,0</b>	<b>26 856,4</b>
Transferts des administrations publiques aux particuliers, subventions d'équipement et transferts courants des non-résidents aux particuliers:	31 040,1	3 063,0	31 944,0	4 278,0
+ Transferts des sociétés aux particuliers:	17 446,0	1 722,0	27 026,0	3 619,0
- Bénéfices et autres revenus de placement incluant ajustement de la valeur des stocks:	21 883,2		51 242,0	
<b>Revenu personnel</b>	<b>277 456,1</b>	<b>27 378,7</b>	<b>208 284,0</b>	<b>27 891,3</b>
- Impôts directs des particuliers:	47 868,4	4 723,5	49 031,0	6 565,7
<b>Revenu personnel disponible</b>	<b>229 587,7</b>	<b>22 655,2</b>	<b>159 253,0</b>	<b>21 325,6</b>
Dépenses personnelles en bien et services de consommation:	183 631,4		149 722,0	
- Transferts courants aux non-résidents	37 310,8		2 845,0	
<b>Épargne personnelle</b>	<b>8 645,5</b>	<b>853,1</b>	<b>6 686,0</b>	<b>895,3</b>



**Graphique 5**

**Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel, impôts directs des particuliers et revenu personnel disponible, Nunavik, 2003**

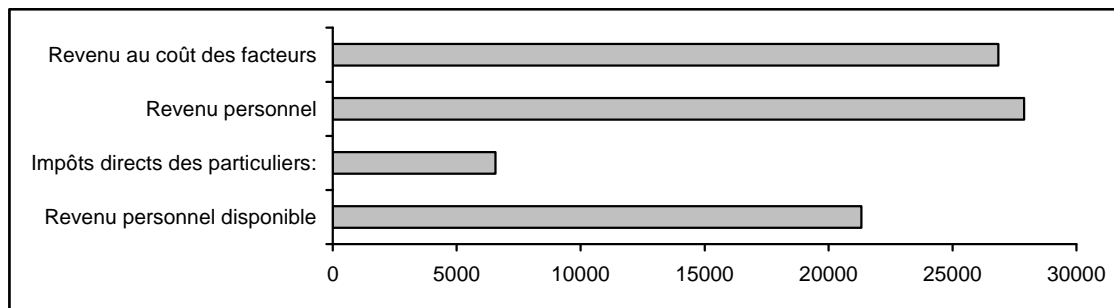
*(Dollars per capita)*



**Graphique 6**

**Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel, impôts directs des particuliers et revenu personnel disponible, Québec, 2003**

*(Dollars per capita)*



### **3.4 Distribution industrielle de l'économie**

Enfin, le produit intérieur peut être calculé selon les branches d'activités économiques. Ces calculs permettent d'évaluer la valeur de la production réalisées au Nunavik, en tenant compte de la diversité des activités, plutôt que des revenus et dépenses des agents économiques (tableau 5).

Selon cette méthode, la décomposition du produit intérieur révèle d'importantes différences dans la structure de l'économie du Nunavik, par rapport à celle du Québec.

Au Nunavik, le secteur primaire représente 20 % de toute l'activité économique, alors qu'il représente seulement 2 % de toute l'activité économique du Québec. Cette situation s'explique par le fait que l'exploitation industrielle des ressources minérales du Nunavik est effectuée à une échelle qui est hors de proportion avec le reste de l'économie du Nunavik. En effet, les activités d'exploitation et d'exploration minière à elles seules représentent 19 % de toute l'économie régionale, ce qui en font, après l'administration publique, une industrie majeure.

La situation est inverse en ce qui concerne le secteur secondaire. En effet, il ne représente que 4 % de l'économie du Nunavik, mais plus de 27 % de l'économie du Québec. Cette situation s'explique par le fait que l'industrie manufacturière, qui existe pourtant au Nunavik, ne compte ni un grand nombre d'établissements, ni d'établissements de grande taille. Il

s'agit donc d'un secteur peu développé et peu diversifié. Ceci ne signifie pas qu'il n'existe pas de production manufacturière au Nunavik; mais elle est de taille restreinte, par rapport à ce qu'elle est au Québec.

Enfin, le secteur tertiaire représente plus de 70 % de toute l'activité économique au Nunavik comme au Québec. Cette forte tertiarisation commune aux deux économies masque pourtant d'importantes différences structurelles. Le secteur tertiaire est diversifié au Québec. Bien que l'administration publique y soit l'industrie tertiaire la plus importante, représentant 19,5 % de toute l'activité économique, d'autres industries, comme les services et les finances, affichent une taille à peu près comparable.

Au Nunavik, le secteur tertiaire est fortement structuré par l'administration publique qui représente à elle seule 53 % de toute l'activité économique régionale. Elle dépasse de loin toutes les autres branches industrielles. Seules les branches du transport, du commerce et des services ont des proportions se rapprochant un tant soit peu des proportions de l'économie du Québec.

Pourquoi ces différences structurelles existent-elles? Elles révéleraient qu'il s'agit d'économies qui ne sont pas au même stade de leur développement ou dont le développement n'a pas été centré autour d'industries ou d'agents semblables. Nous reviendrons sur ces interprétations dans la section suivante, où nous examinerons les tendances de ces économies depuis vingt ans.

**Tableau 5****Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Nunavik et Québec, 2003***(Dollars courants, et %)*

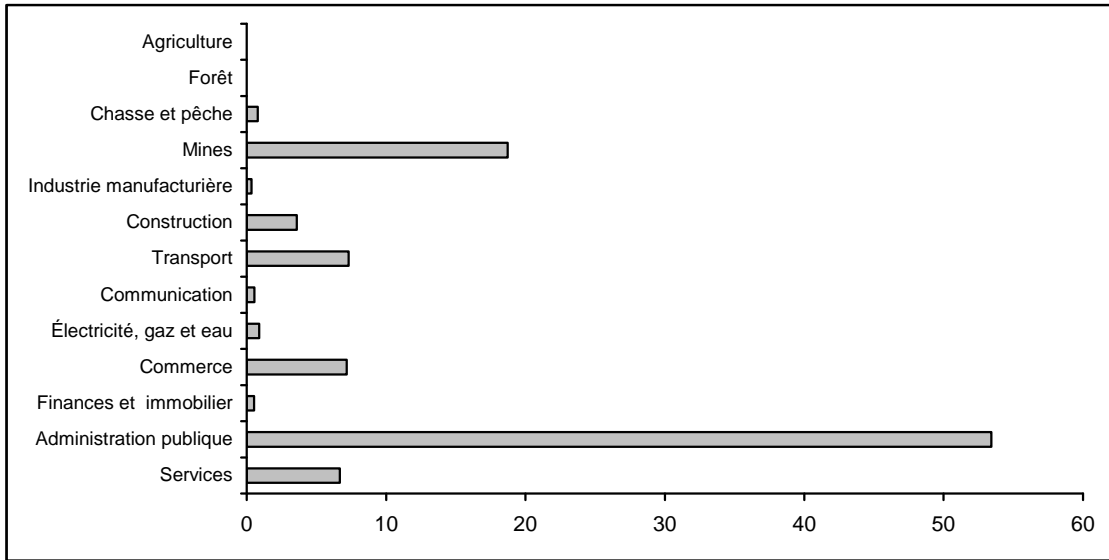
	Nunavik		Québec	
	Milliers de \$	%	Millions de \$	%
Agriculture		0,0	2 814,9	1,2
Forêt		0,0	1 398,2	0,6
Chasse et pêche	1 981,1	0,8	96,5	0,0
Mines	46 950,5	18,7	1 383,8	0,6
Industrie manufacturière	868,1	0,3	46 455,0	20,0
Construction	9 011,6	3,6	11 884,6	5,1
Transport	18 313,7	7,3	9 802,7	4,2
Communication	1 388,6	0,6	11 560,2	5,0
Électricité, gaz et eau	2 249,6	0,9	9 997,1	4,3
Commerce	17 983,4	7,2	26 186,5	11,3
Finances et immobilier	1 331,1	0,5	38 300,5	16,5
Administration publique	134 036,5	53,4	45 463,7	19,5
Services	16 739,0	6,7	27 385,7	11,8
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>250 853,2</b>	<b>100,0</b>	<b>232 729,4</b>	<b>100,0</b>



### Graphique 7

#### Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Nunavik, 2003

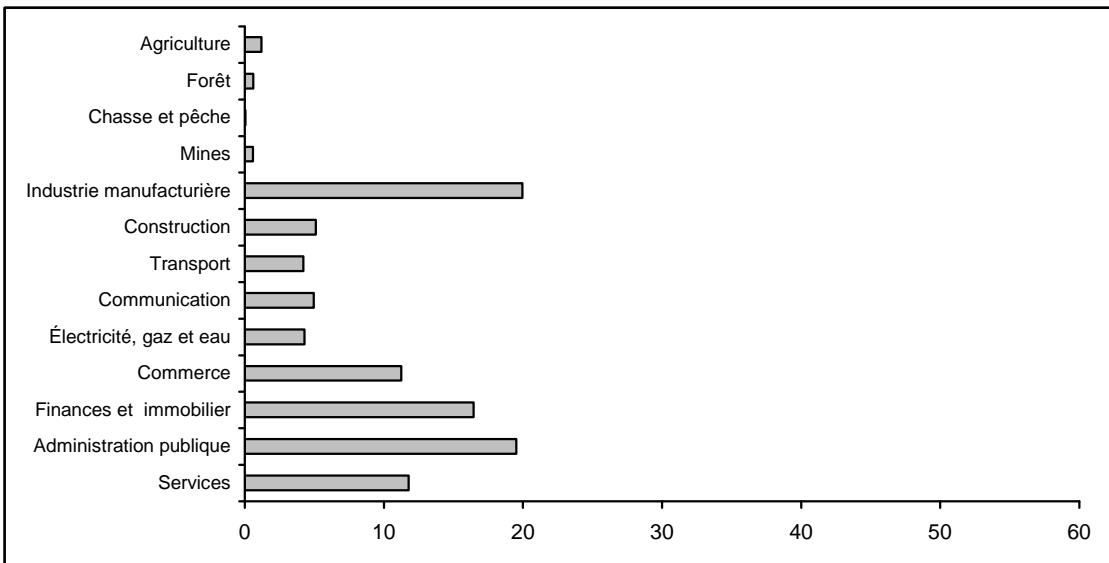
(%)



### Graphique 8

#### Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Québec, 2003

(%)





### **3.5 Dépenses des administrations publiques**

Le rôle clé joué par l'administration publique est tel que nous en proposons un examen plus détaillé, rendu possible par la MSC (annexe 3).

Globalement, les administrations publiques dépensent 325 millions \$ pour le Nunavik, sans compter les transferts entre les divers paliers de gouvernement (tableau 6). Près de 80 % de ces sommes servent à des dépenses courantes en biens et services, et elles dépassent le total des dépenses personnelles en biens et services, comme nous l'avons vu au tableau 2. Cette injection de fonds publics dans l'économie du Nunavik est donc centrale, puisqu'elle représente à elle seule l'équivalent du revenu intérieur.

L'investissement draine quelque 11 % des dépenses publiques. Enfin, les paiements de transferts aux particuliers représentent 10 % de toutes les dépenses publiques, et consistent en

prestations diverses (assurance-emploi, pensions de sécurité de la vieillesse, et ainsi de suite). Les subventions aux entreprises du Nunavik représentent moins de 1 % des dépenses publiques.

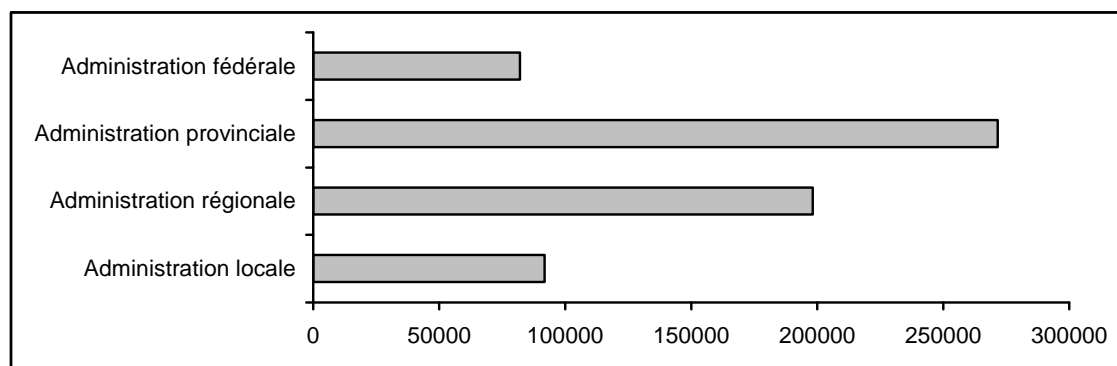
C'est donc dire que l'administration publique joue un rôle majeur dans l'économie régionale, principalement parce qu'elle participe à l'économie générale du Nunavik, payant des salaires, achetant des biens et services, en plus de soutenir la consommation des particuliers.

L'administration provinciale produit à elle seule 42 % des dépenses publiques. Prises ensemble, les administrations régionales et locales assument 45 % des dépenses. Enfin, l'administration fédérale contribue à près de 13 % de toutes les dépenses. Cette situation traduit l'importance qu'auraient prise, à la suite de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, le palier provincial et les paliers régionaux, ce que nous verrons ultérieurement.

**Tableau 6**  
**Répartition des dépenses des administrations publiques, Nunavik, 2003**  
*(Dollars courants)*

	<b>Milliers \$</b>
<b>Administrations publiques (nets des transferts inter-paliers)</b>	<b>325 264,1</b>
dépenses publiques en biens et services	257 092,0
formation brute de capital fixe	36 803,3
transferts aux particuliers	31 040,1
transferts aux entreprises	328,7
<b>Administration fédérale</b>	<b>82 051,7</b>
dépenses publiques en biens et services	0,0
formation brute de capital fixe	0,0
transferts aux particuliers	12 781,7
transferts aux entreprises	0,0
transferts aux administrations publiques	69 270,0
<b>Administration provinciale</b>	<b>271 623,4</b>
dépenses publiques en biens et services	8 489,5
formation brute de capital fixe	15 657,6
transferts aux particuliers	16 770,5
transferts aux entreprises	48,8
transferts aux administrations publiques	230 657,0
<b>Administration régionale</b>	<b>198 218,7</b>
dépenses publiques en biens et services	180 068,5
formation brute de capital fixe	9 692,5
transferts aux particuliers	1 487,9
transferts aux entreprises	279,9
transferts aux administrations publiques	6 689,9
<b>Administration locale</b>	<b>91 853,3</b>
dépenses publiques en biens et services	68 534,0
formation brute de capital fixe	11 453,2
transferts aux particuliers	0,0
transferts aux entreprises	0,0
transferts aux administrations publiques	11 866,1

**Graphique 9**  
**Répartition des dépenses des administrations publiques, Nunavik, 2003**  
*(Dollars courants)*



#### **4. Tendances de l'économie de 1983 à 2003**

L'état actuel de l'économie du Nunavik est le résultat d'une série de transformations. Grâce à nos travaux, il nous est possible de suivre les changements survenus depuis vingt ans dans la région. C'est cet examen qui fait l'objet de la présente section. Ainsi passerons-nous en revue tous les indicateurs examinés dans la section précédente, mais en reculant jusqu'en 1983.

Dans les tableaux et graphiques que nous produisons ici, à toutes les fois que cela est possible et pertinent, les données sont présentées en dollars constants de 2003 par habitant. Cette présentation permet de neutraliser l'influence de l'inflation et de la croissance démographique. Ainsi, elle procure le moyen d'identifier les tendances économiques réelles, comme la croissance réelle des dépenses. De plus, les données sont représentées par des courbes continues, bien que les valeurs dont nous disposons réellement portent sur les années 1983 (dans la plupart des cas), 1991, 1998 et 2003. Par conséquent, il est possible que des variations entre ces années aient pu avoir lieu, sans que nous ne puissions les déceler ici.

##### **4.1 Les dépenses**

Au Québec, deux caractéristiques majeures sont révélées par les données chronologiques (tableau 7). D'abord, selon ces observations, les dépenses personnelles ont cru de manière à peu près linéaire durant la période de 1983 à 2003. Ensuite, les dépenses publiques ont diminué entre 1991 et 1998, pour afficher en 2003 une augmentation qui les ont rétablies légèrement au-dessus du niveau de 1991.

Au Nunavik, ces deux caractéristiques ne se retrouvent pas de manière identique. D'abord, les dépenses publiques ont diminué entre 1991 et 1998 de manière plus marquée au Nunavik que dans l'ensemble du Québec. Tandis que la diminution au Québec était de l'ordre de 6 %, elle était de 14 % au Nunavik. Ensuite, les dépenses personnelles ont diminuée durant la même période au Nunavik de près de 10 %, alors qu'elles continuaient d'augmenter de 14 % au Québec.

Il serait plausible de croire que ces deux résultats, c'est-à-dire la diminution des dépenses de l'État et la diminution des dépenses personnelles au Nunavik, soient liés. Ils confirmeraient que le rôle central joué par l'administration publique dans l'économie du Nunavik rendrait celle-ci plus vulnérable aux variations des décisions politiques. Ainsi, les orientations visant un déficit nul dans les opérations gouvernementales, ayant eu cours à partir du milieu des années 1990, auraient eu des effets plus sensibles au Nunavik que dans l'économie générale du Québec.

Pour que cette interprétation soit valide, il ne suffit pas d'observer des diminutions concomitantes des deux séries d'indicateurs. En effet, les dépenses personnelles ne proviennent qu'indirectement des dépenses publiques; il faudrait observer également des tendances concomitantes entre la diminution des dépenses publiques et la diminution du revenu personnel. C'est ce que nous examinerons à la section 4.

Ces résultats montrent aussi que les dépenses personnelles par habitant sont toujours inférieures au Nunavik par rapport à l'ensemble du Québec. En 1998, les dépenses personnelles au Nunavik étaient inférieures de 46 % à celles du Québec; comme nous venons

de le voir, la période entourant l'année 1998 semble avoir été marquée par une situation qui aurait été exceptionnellement difficile. Mais globalement, l'écart a diminué entre 1983 et 2003, passant de quelque 20 % en 1983 à 15 % en 1998, puis à 11 % en 2003. Cela indiquerait que le niveau de consommation au Nunavik se rapproche graduellement de celui de l'ensemble du Québec.

Les résultats indiquent finalement que les dépenses publiques par habitant demeurent plus élevées au Nunavik que dans l'ensemble du Québec. L'écart aurait même eu tendance à augmenter durant la période, passant de 63 % en 1983 à 69 % en 2003. Nous reviendrons sur l'interprétation de ce résultat plus loin, lorsque nous examinerons plus précisément les dépenses publiques.

Les calculs du tableau 7 révèlent également une importante variation dans les flux interrégionaux. Les importations ont chuté en 1998 et, en 2003, elles n'atteindraient pas encore le niveau de 1991, ce qui correspond aux

variations observées dans les dépenses personnelles, dont une bonne partie est constituée d'importations. Les exportations ont également chuté dès 1991, et, en 2003, elles n'atteignent pas encore le niveau de 1983. Cette situation correspond étroitement aux variations de l'exploitation industrielle des ressources minérales au Nunavik. L'année 1983 marquait en effet la fin de l'exploitation de l'amiante, tandis que l'année 1998, le début de l'exploitation du nickel.

Ces variations tendent à montrer la sensibilité de l'économie du Nunavik à l'économie extérieure, puisque l'exploitation industrielle des ressources minérales est arrêtée ou entreprise en fonction des conjonctures mondiales. Cette sensibilité est d'autant plus frappante qu'au Québec, durant la même période de 1983 à 2003, les importations et les exportations ont toujours connu des augmentations réelles.



**Tableau 7****Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Nunavik et Québec, 1983 à 2003***(Dollars constants de 2003 per capita)*

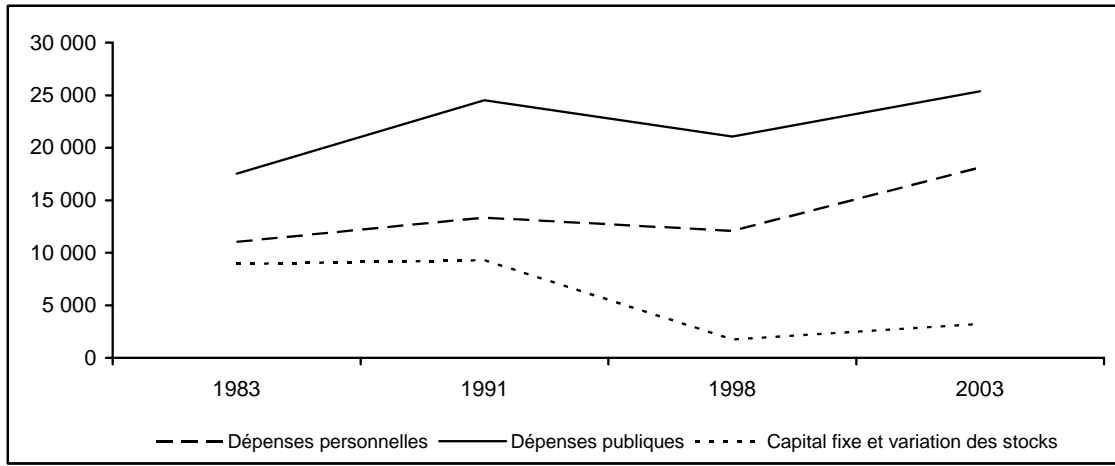
	Nunavik				Québec			
	1983	1991	1998	2003	1983	1991	1998	2003
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	11 046	13 350	12 077	18 120	13 276	15 405	17 675	20 049
Dépenses publiques en biens et services	17 522	24 507	21 069	25 369	6 413	7 248	6 774	7 667
Formation brute de capital fixe et variation des stocks	8 942	9 299	1 764	3 241	3 065	4 417	4 997	6 150
Exportations	7 210	2 571	2 190	6 053	9 401	10 983	15 593	18 043
Importations	-21 051	-25 165	-13 501	-24 109	-7 766	-11 750	-14 998	-18 338
PIB au prix du marché	<b>23 669</b>	<b>24 562</b>	<b>23 600</b>	<b>28 675</b>	<b>24 389</b>	<b>26 302</b>	<b>30 041</b>	<b>33 572</b>



### Graphique 10

#### Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Nunavik, 1983 à 2003

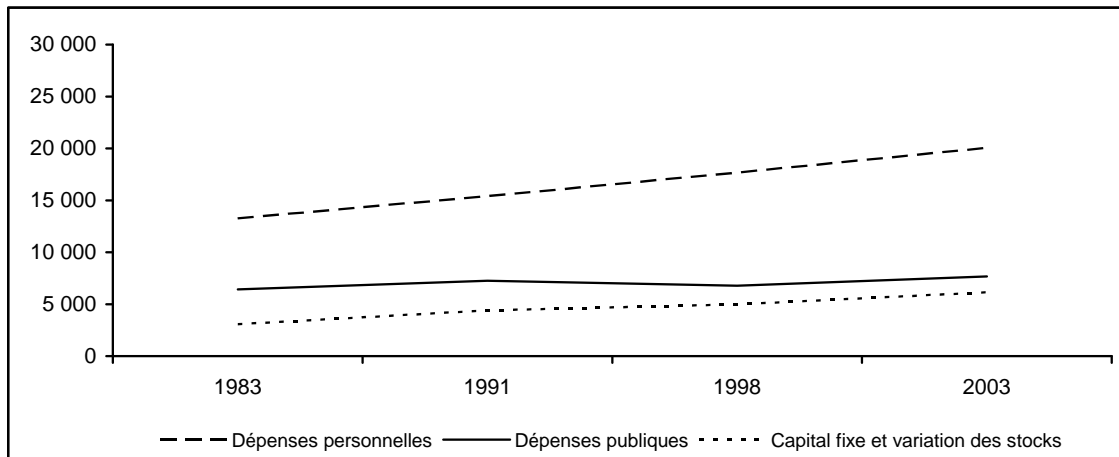
(Dollars constants de 2003 per capita)



### Graphique 11

#### Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des dépenses, Québec, 1983 à 2003

(Dollars constants de 2003 per capita)





## 4.2 Les revenus

Le déséquilibre entre la rémunération des salariés et les bénéficiaires des sociétés, que nous avons souligné précédemment pour 2003, est manifeste depuis 1983 (tableau 8). Il tend même à s'accroître au Nunavik, puisque les bénéficiaires des sociétés n'augmentent que modestement, par rapport à la rémunération des salariés qui augmente tendanciellement de façon plus importante. La performance des sociétés du Nunavik contraste fortement avec celle des sociétés de l'ensemble du Québec, dont l'augmentation est beaucoup plus forte.

La progression du salariat est manifeste au Nunavik. En effet, elle est plus forte au Nunavik que dans l'ensemble du Québec. Alors que l'écart était de quelque 4 % entre le Nunavik et le Québec en 1983, en faveur du Nunavik, il atteint 18 % en 2003. Entre ces deux années, la rémunération des salariés du Nunavik a progressé de 170 %, tandis que celle dans l'ensemble du Québec a progressé de 128 %.

Les données additionnelles dont nous disposons montrent que la rémunération moyenne supérieure au Nunavik pourrait être attribuable à la rémunération moyenne plus élevée touchée par les autochtones, comme nous l'avons indiqué précédemment. Les autochtones sont parvenus à accaparer plus de 50 % de la rémunération entre 1991 et 1998. Toutefois, la part de la rémunération qu'ils obtiennent s'écarte de manière importante de leur poids dans la population active. Par conséquent, il faut interpréter avec circonspection ce résultat. S'il signifie bien que la

rémunération moyenne est plus élevée au Nunavik, elle ne signifie pas que la rémunération moyenne touchée par les Inuits soit supérieure, et il est plus que probable que ce ne soit pas le cas.

Les résultats permettent de confirmer ce que nous soupçonnions aux paragraphes précédents, à savoir que le rythme d'augmentation de la rémunération des salariés du Nunavik a été fortement ralenti en 1998, pour reprendre par la suite. Si les données étaient présentées en dollars constants, il est plausible que la rémunération des salariés de 1998 aurait même été inférieure à celle de 1991.

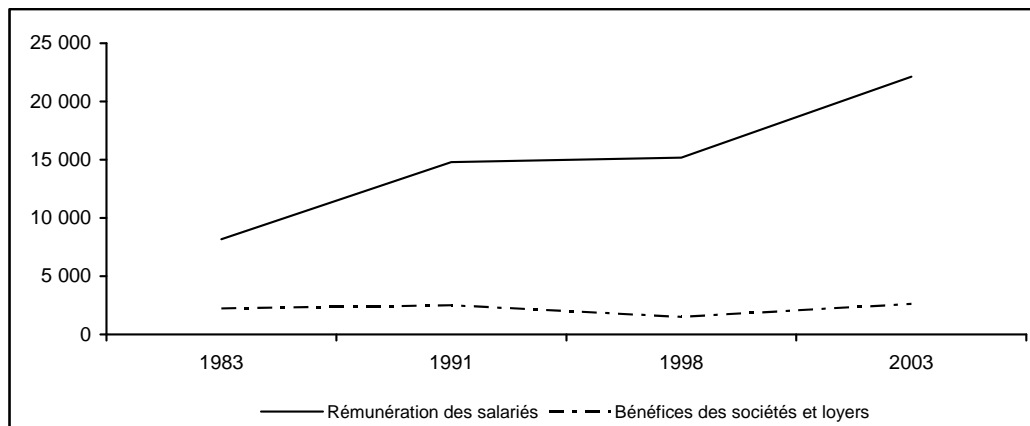
Ces résultats semblent donc bien attribuables aux variations des dépenses gouvernementales, comme nous l'avons mentionné. La progression, entre 1983 et 2003, des dépenses publiques correspond en effet ici à une même tendance dans la rémunération; de même en 1998, le ralentissement des dépenses personnelles en biens et services correspond à un mouvement similaire de la rémunération.

Bref, les analyses précédentes sont confirmées lorsqu'elles sont considérées à la lumière des données antérieures : la rémunération est une composante importante et en progression du revenu des habitants du Nunavik, par rapport aux bénéficiaires des sociétés; les autochtones touchent globalement une importante rémunération; les autochtones accaparent toujours une portion notable de la rémunération régionale, supérieure à leur poids démographique, même si la progression de la rémunération autochtone n'est pas aussi rapide que celle des autochtones.

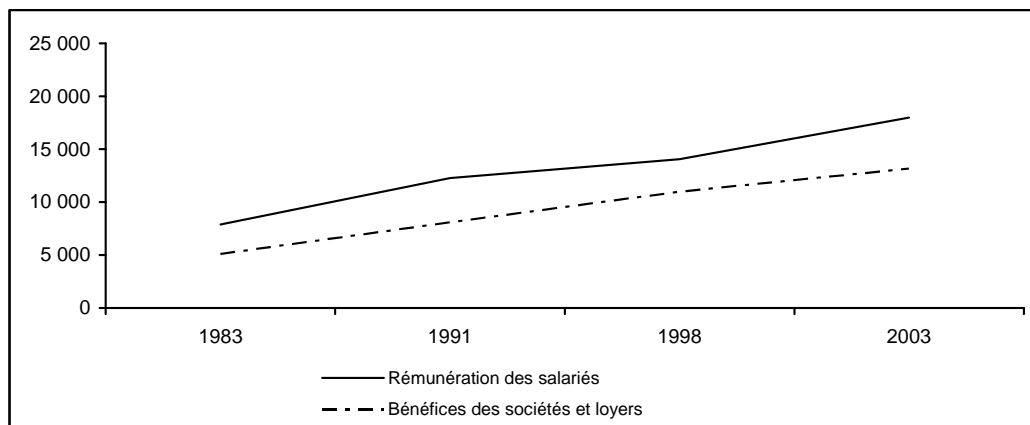
**Tableau 8**  
**Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Nunavik et Québec,**  
**1983 à 2003**  
*(Dollars courants per capita)*

	Nunavik				Québec			
	1983	1991	1998	2003	1983	1991	1998	2003
Rémunération des salariés	8 184	14 793	15 184	22 119	7 884	12 269	14 054	17 994
Bénéfices des sociétés et loyers	2 230	2 508	1 497	2 634	5 092	8 091	10 970	13 161
<b>Revenu intérieur net au coût des facteurs</b>	<b>10 414</b>	<b>17 301</b>	<b>16 681</b>	<b>24 754</b>	<b>12 976</b>	<b>20 360</b>	<b>25 024</b>	<b>31 154</b>
Impôts indirects nets	333	2 736	2 447	3 921	912	1 729	1 922	2 396
<b>PIB au prix du marché</b>	<b>10 747</b>	<b>20 038</b>	<b>19 128</b>	<b>28 675</b>	<b>13 888</b>	<b>22 089</b>	<b>26 946</b>	<b>33 551</b>

**Graphique 12**  
**Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Nunavik, 1983 à 2003**  
*(Dollars courants per capita)*



**Graphique 13**  
**Produit intérieur brut (PIB) selon la méthode des revenus, Québec, 1983 à 2003**  
*(Dollars courants per capita)*



### ***4.3 Le revenu personnel***

Les légères différences observées précédemment entre le revenu personnel au Nunavik et au Québec sont confirmées par l'analyse des données rétrospectives (tableau 9). La seule exception apparaît pour l'année 1998, où le revenu personnel et le revenu personnel disponible du Nunavik ont accusé un retard par rapport aux mêmes données pour le Québec.

Cela tend à confirmer une nouvelle fois un ralentissement économique au Nunavik dans la période autour de l'année 1998. Nous examinerons maintenant cette situation en analysant la distribution industrielle de l'activité économique, puis, l'évolution des dépenses publiques.

**Tableau 9**

**Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel, revenu personnel disponible et épargne personnelle, per capita, Nunavik et Québec, 1983 à 2003**

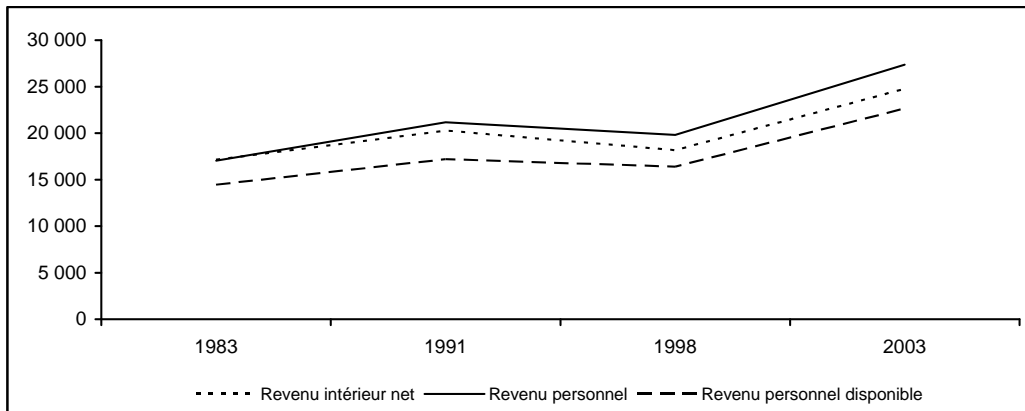
*(Dollars constants de 2003)*

	Nunavik				Québec			
	1983	1991	1998	2003	1983	1991	1998	2003
Revenu intérieur net au coût des facteurs	17 154	20 283	18 164	24 754	n.d.	20 953	23 568	26 856
Revenu personnel	17 045	21 162	19 813	27 379	n.d.	23 388	25 024	27 891
Revenu personnel disponible	14 450	17 215	16 386	22 655	n.d.	18 097	18 754	21 326
Épargne personnelle	-154	498	1 311	853	n.d.	2 295	781	895

**Graphique 14**

**Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel et revenu personnel disponible, per capita, Nunavik, 1983 à 2003**

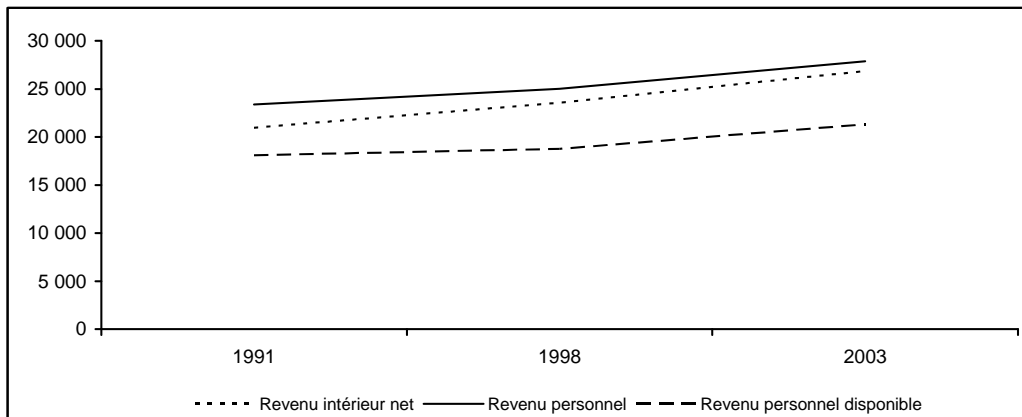
*(Dollars constants de 2003)*



**Graphique 15**

**Revenu intérieur net au coût des facteurs, revenu personnel et revenu personnel disponible, per capita, Québec, 1991 à 2003**

*(Dollars constants de 2003)*



#### **4.4 Distribution industrielle de l'économie**

Alors qu'au Québec, entre 1983 et 2003, la distribution industrielle de l'activité économique est relativement stable, au Nunavik par contre elle présente trois variations majeures (tableau 10).

Le secteur primaire représente encore en 2003 quelque 20 % de toute l'activité économique du Nunavik, comme c'était le cas en 1983. Dans les deux cas, ces résultats sont obtenus principalement par l'exploitation industrielle des ressources minérales, l'amiante en 1983, qui s'achevait alors, le nickel à partir de 1998, et par l'exploration minière durant toute la période. Le secteur a néanmoins connu d'importantes variations. En 1991, il ne représente plus que 5 % de l'économie, une proportion maintenue à ce niveau par les campagnes d'exploration menées sur le territoire. Pendant la même période, au Québec, le secteur primaire diminue tendanciellement, tout comme l'activité minière, mais selon des variations beaucoup moins accusées qu'au Nunavik. Ces variations indiquent l'étroite relation entre la performance de l'économie régionale et du secteur primaire, dont le contrôle échappe en bonne partie aux autorités publiques et aux entreprises du Nunavik.

Le secteur secondaire a également connu une variation majeure au cours de cette période. Alors qu'il représentait 12 % de toute l'activité économique avant 1991, il se situe à partir de 1998 à moins de 4 %. Le ralentissement des activités de construction est responsable de ce déclin important. Il serait étroitement lié à la fin de programmes publics d'infrastructures, comme la construction de logements sociaux et d'aéroports; mais il pourrait également être lié aux politiques

budgétaires des gouvernements centraux, qui, nous l'avons dit, avaient déjà mis en branle en 1998 de vastes coupes dans les dépenses. Par ailleurs, la chute du secteur secondaire met en relief, encore une fois, la faible importance économique des activités manufacturières au Nunavik. Pendant la même période au Québec, le secteur secondaire représente toujours environ le quart de toute l'activité économique, et repose en grande partie sur des activités manufacturières nombreuses et diversifiées, et sur des activités de construction globalement stables. Les variations observées au Nunavik, qui reposeraient sur des décisions essentiellement politiques, indiquent la vulnérabilité de l'économie du Nunavik aux modifications dans les orientations des administrations publiques centrales, dont le contrôle échappe également aux décideurs régionaux.

Enfin, le secteur tertiaire a vu son poids relatif varier : augmentation en 1991, et diminution à compter de 1998. Ces changements ne sont que relatifs, puisque les proportions sont fortement influencées ici par les variations des autres secteurs, en particulier du secteur primaire.

Selon ces résultats, les administrations publiques auraient augmenté leur importance économique en deux temps : bonds notable en 1991, puis, stabilisation au-delà de 53 %. Nous approfondirons ces résultats sous peu, pour nuancer cette lecture qui pourrait bien être trompeuse. Qu'il suffise pour le moment de réitérer que le rôle central de l'administration publique est sans commune mesure, au Nunavik, par rapport à celui qu'elle exerce au Québec : même s'il passe de 7 % à 19 % au cours de la période, ces résultats sont encore loin de ceux affichés au Nunavik.

**Tableau 10****Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Nunavik et Québec,****2003****(%)**

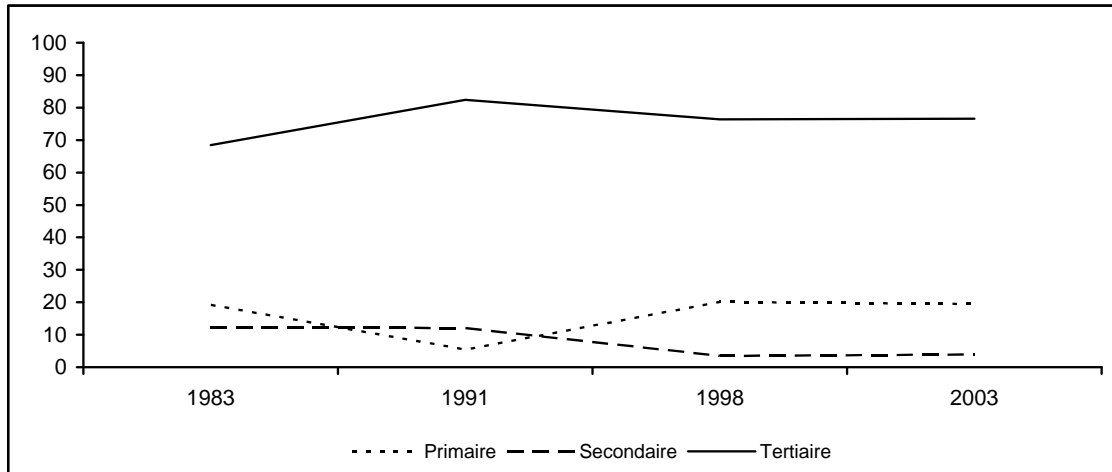
	Nunavik				Québec			
	1983	1991	1998	2003	1983	1991	1998	2003
<b>Primaire</b>	<b>19,2</b>	<b>5,5</b>	<b>20,1</b>	<b>19,5</b>	<b>3,7</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>
Agriculture	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	1,6	1,3	1,2
Forêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,6	0,7	0,6
Chasse et pêche	1,3	1,3	1,1	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0
Mines	17,9	4,2	19,0	18,7	1,3	1,0	0,8	0,6
<b>Secondaire</b>	<b>12,3</b>	<b>12,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,9</b>	<b>26,4</b>	<b>24,9</b>	<b>26,5</b>	<b>25,1</b>
Industrie manufacturière	1,9	0,3	0,4	0,3	21,6	19,9	21,7	20,0
Construction	10,5	11,8	3,1	3,6	4,8	5,0	4,8	5,1
<b>Tertiaire</b>	<b>68,5</b>	<b>82,4</b>	<b>76,4</b>	<b>76,6</b>	<b>69,9</b>	<b>71,8</b>	<b>70,6</b>	<b>72,5</b>
Transport	7,8	10,8	5,5	7,3	5,2	4,7	4,6	4,2
Communication	0,9	0,8	0,7	0,6	3,6	2,8	6,0	5,0
Électricité, gaz et eau	1,7	1,4	1,6	0,9	5,0	4,5	4,3	4,3
Commerce	10,3	11,8	9,6	7,2	11,0	11,9	10,6	11,3
Finances et immobilier	0,2	0,6	0,5	0,5	12,6	13,8	17,2	16,5
Administration publique	41,3	51,1	53,7	53,4	7,8	7,1	18,7	19,5
Services	6,2	5,8	4,8	6,7	24,7	27,0	9,2	11,8
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>



**Graphique 16**

**Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Nunavik, 2003**

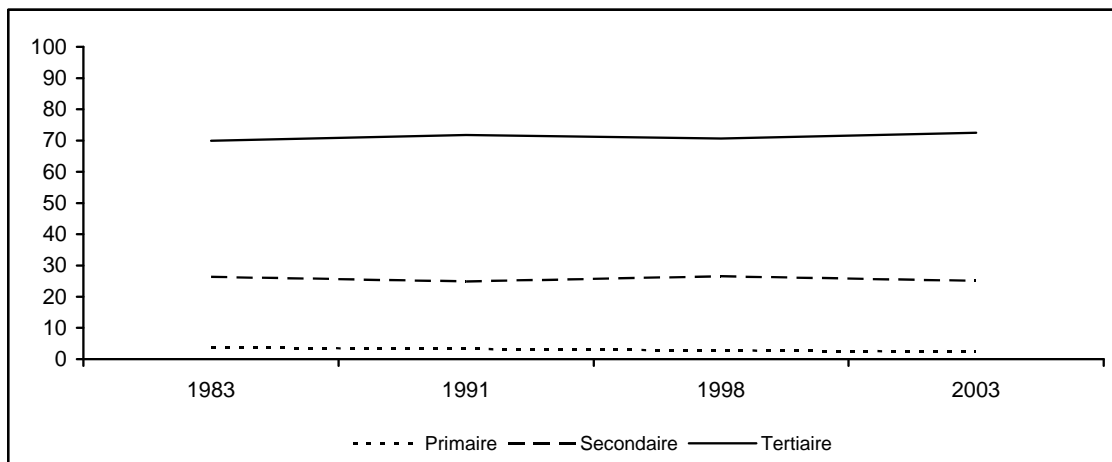
(%)



**Graphique 17**

**Produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs par activité, Québec, 2003**

(%)





#### **4.5 Dépenses des administrations publiques**

En termes réels, c'est-à-dire en dollars constants, les dépenses publiques totales ont augmenté au cours de la période, selon les données des quatre années auxquelles nous pouvons nous référer (tableau 11). Il n'existe qu'une exception, l'année 1998, où elles ont diminué. Il est fort plausible que la diminution ait eu lieu également au cours des quelques années précédant et suivant l'année 1998.

Les augmentations les plus importantes ont été celles des administrations régionales et locales. Les dépenses réelles des administrations régionales ont augmenté de près de 160 % entre 1983 et 2003, et celles des administrations locales de 200 %.

Ces résultats sont beaucoup plus nuancés lorsque sont considérées les dépenses réelles par habitant. En effet, les dépenses réelles totales masquent le fait que les services publics doivent répondre à une situation démographique singulière au Nunavik, où la structure et les mouvements de population sont très différents de ceux de l'ensemble du Québec. La population du Nunavik est en effet plus jeune, et sa croissance est plus rapide que celle du Québec. L'analyse des dépenses ainsi mesurées permet de voir si les sommes consenties par les gouvernements accompagnent les changements démographiques.

Les dépenses totales par habitant présentent une évolution identique à celle que nous avons identifiées précédemment : la baisse de 1998 se retrouve pour l'ensemble des paliers et pour chacun des paliers considéré individuellement. Mais le rétablissement des dépenses en 2003 ne présente pas la même ampleur, lorsqu'il est mesuré par habitant, que l'ampleur enregistrée

en dollars réels totaux. Les dépenses par habitant se situent à quelque 32 000 \$ en 2003, un niveau à peine supérieur à celui de 1983. La baisse de 1998 et des années voisines est observée à tous les paliers gouvernementaux, mais elle est particulièrement sévère dans les administrations fédérales (-38 %) et provinciales (-27 %).

Les dépenses fédérales ont diminué entre 1983 à 1998, et le redressement en 2003 est beaucoup plus humble, lorsqu'il est mesuré par habitant : ces dépenses sont alors inférieures de près de 40 % au niveau de 1983, et sont même inférieures au niveau de 1991. Les dépenses provinciales ont augmenté entre 1983 et 2003, mais le niveau atteint par celles-ci en 2003 dépasse celui de 1983 de moins de 3 %.

Les paliers régionaux et locaux présentent les différences relatives les plus importantes. Les dépenses régionales sont 61 % plus importantes en 2003 qu'en 1983, et les dépenses locales sont 90 % plus élevées.

Tous ces résultats suggèrent les conclusions suivantes. D'abord, la diminution des dépenses au cours des années voisines de 1998 a été très sensible au Nunavik, et a été ressentie à tous les paliers de l'administration publique. Elle a vraisemblablement été causée par les politiques visant à mettre fin aux déficits budgétaires des gouvernements centraux. Mais elle aurait également eu d'autres causes, comme la fin des versements compensatoires en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, et la fin des programmes de construction d'infrastructures à frais partagés, en particulier des logements publics et des aéroports. Ces causes conjuguées ont conduit à un recul net des dépenses fédérales par habitant

entre le début et la fin de la période étudiée, soit 1983 et 2003, et, en contrepartie, à la croissance relative des dépenses provinciales.

Une autre tendance remarquable est la croissance des dépenses des administrations régionales et locales, qui refléteraient l'accroissement de leurs responsabilités, soit par l'attribution de nouvelles responsabilités et la création de nouveaux programmes, soit par dévolution.



**Tableau 11**  
**Répartition des dépenses des administrations publiques, Nunavik, 1983 à 2003**  
*Dollars constants de 2003*

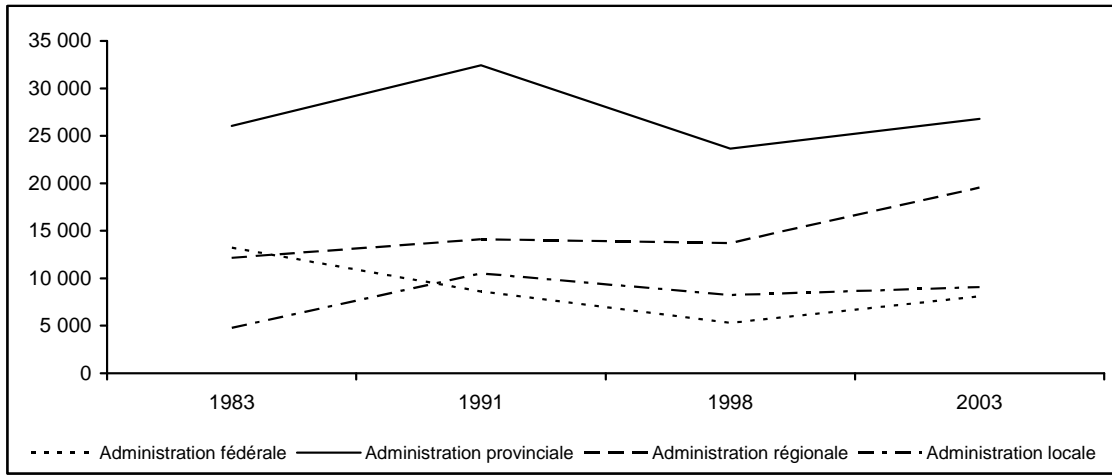
	Milliers de \$				\$ per capita			
	1983	1991	1998	2003	1983	1991	1998	2003
<b>Administrations publiques (nets des transferts inter- paliers)</b>	<b>198 952,1</b>	<b>284 081,1</b>	<b>245 214,3</b>	<b>325 264,1</b>	<b>31 585</b>	<b>36 927</b>	<b>26 103</b>	<b>32 096</b>
Dépenses publiques en biens et services	110 373,0	188 534,8	197 920,5	257 092,0	17 522	24 507	21 069	25 369
Formation brute de capital fixe	56 049,7	75 043,8	17 527,1	36 803,3	8 898	9 755	1 866	3 632
Transferts aux particuliers	30 129,3	20 094,5	29 352,8	31 040,1	4 783	2 612	3 125	3 063
Transferts aux entreprises	2 400,1	408,0	413,9	328,7	381	53	44	32
<b>Administration fédérale</b>	<b>83 358,8</b>	<b>66 151,7</b>	<b>49 784,1</b>	<b>82 051,7</b>	<b>13 234</b>	<b>8 599</b>	<b>5 300</b>	<b>8 097</b>
Dépenses publiques en biens et services	4 477,3	3 181,4	0,0	0,0	711	414	0	0
Formation brute de capital fixe	3 422,7	9 798,2	0,0	0,0	543	1 274	0	0
Transferts aux particuliers	12 011,5	12 822,8	10 214,1	12 781,7	1 907	1 667	1 087	1 261
Transferts aux entreprises	2 298,7	311,9	388,8	0,0	365	41	41	0
Transferts aux administrations publiques	61 148,6	40 037,4	39 181,2	69 270,0	9 708	5 204	4 171	6 835
<b>Administration provinciale</b>	<b>163 998,1</b>	<b>249 577,7</b>	<b>222 225,1</b>	<b>271 623,4</b>	<b>26 036</b>	<b>32 442</b>	<b>23 656</b>	<b>26 803</b>
Dépenses publiques en biens et services	25 057,5	6 855,3	1 454,4	8 489,5	3 978	891	155	838
Formation brute de capital fixe	30 758,9	60 544,3	11 870,1	15 657,6	4 883	7 870	1 264	1 545
Transferts aux particuliers	8 564,3	5 646,5	18 547,6	16 770,5	1 360	734	1 974	1 655
Transferts aux entreprises	94,4	96,1	25,1	48,8	15	12	3	5
Transferts aux administrations publiques	99 523,1	176 435,4	190 327,9	230 657,0	15 800	22 935	20 261	22 761
<b>Administration régionale</b>	<b>76 607,0</b>	<b>108 526,3</b>	<b>128 891,6</b>	<b>198 218,7</b>	<b>12 162</b>	<b>14 107</b>	<b>13 721</b>	<b>19 560</b>
Dépenses publiques en biens et services	54 749,3	99 121,3	119 273,4	180 068,5	8 692	12 885	12 697	17 769
Formation brute de capital fixe	18 000,1	4 701,2	5 657,1	9 692,5	2 858	611	602	956
Transferts aux particuliers	11,6	222,4	267,6	1 487,9	2	29	28	147
Transferts aux entreprises	7,0	0,0	0,0	279,9	1	0	0	28
Transferts aux administrations publiques	3 839,0	4 481,4	3 693,5	6 689,9	609	583	393	660
<b>Administration locale</b>	<b>30 097,3</b>	<b>80 779,6</b>	<b>77 516,2</b>	<b>91 853,3</b>	<b>4 778</b>	<b>10 500</b>	<b>8 252</b>	<b>9 064</b>
Dépenses publiques en biens et services	26 089,0	79 376,8	77 192,6	68 534,0	4 142	10 318	8 217	6 763
Formation brute de capital fixe	3 867,9	0,0	0,0	11 453,2	614	0	0	1 130
Transferts aux particuliers	106,1	1 402,8	323,5	0,0	17	182	34	0
Transferts aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0
Transferts aux administrations publiques	34,3	0,0	0,0	11 866,1	5	0	0	1 171



**Graphique 18**

**Répartition des dépenses des administrations publiques, Nunavik, 1983 à 2003**

*Dollars constants per capita de 2003*



## 5. Discussion

### 5.1 Une économie polarisée

Les résultats présentés ici indiquent qu'il existe certaines différences majeures entre l'économie du Nunavik et celle de l'ensemble du Québec.

Les données de 2003 montrent une économie polarisée. L'administration publique est l'agent économique le plus important. En effet, l'administration publique est à la source de dépenses courantes qui sont plus volumineuses que les dépenses personnelles, ce qui distingue nettement l'économie du Nunavik. Par son rôle de consommateur collectif de biens et services, l'administration publique forme un véritable pôle autour duquel gravitent plusieurs autres industries ; par exemple une part importante des transports est alimentée par les opérations gouvernementales. De plus, elle supporte directement le revenu personnel par les salaires et par les paiements de transferts qu'elle procure aux particuliers, lesquels à leur tour soutiennent la consommation. Enfin, elle joue un rôle prépondérant dans l'investissement.

Ces caractéristiques sont bien documentées, et ont été réaffirmées depuis que nous suivons cette situation. Elles ont pris forme dès avant la sédentarisation, lorsque les programmes universels de prestations sociales ont commencé dans le Grand Nord canadien à supporter la consommation marchande. Elles se sont approfondies lorsque la construction des villages permanents et la mise en place des services publics afférents (école, infirmeries, services municipaux) ont accru l'importance du salariat et plus généralement, du recours aux transactions marchandes et aux biens et services importés. L'organisation administrative du territoire, dans la foulée de la

Convention de la Baie James et du Nord québécois, a donné à ces phénomènes une ampleur devenue aujourd'hui caractéristique.

### 5.2 La crise des années 1990

Ce qui est nouveau ici, c'est que la comparaison des données sur une longue période nous permet de mesurer, au moins sommairement, l'impact de mouvements politiques sur la situation économique du Nunavik. Nous avons constaté à cet effet plusieurs variations économiques notoires.

Avec les données dont nous disposons maintenant, il est possible de constater l'ampleur du ralentissement économique ayant eu cours vers l'année 1998, que l'observation permettait alors de soupçonner. Durant la période suivant l'année 1991, la progression des salaires a fortement ralenti, les dépenses personnelles avaient chuté de 10 % en 1998, et les dépenses publiques avaient diminué de 14 %. Le redressement observé en 2003 a conduit les dépenses publiques à un niveau qui n'est que légèrement supérieur à celui enregistré vingt ans plus tôt, en 1983.

Or, toutes ces tendances ont été plus sévères au Nunavik que dans l'ensemble du Québec. Pourquoi, alors que, à elle seule, la croissance démographique – qui n'aurait pas fléchi comme les dépenses et investissements gouvernementaux – continue de gonfler la demande de services publics ? L'explication qui nous semble la plus plausible est la suivante.

Le rôle prépondérant de l'administration publique dans l'économie du Nunavik est bien documenté depuis 1983, et cette caractéristique est toujours centrale en 2003. Cette importance est telle que l'on a pu parlé d'un secteur

hypertrophié, lorsque l'on compare sa mesure à celle de l'administration publique pour l'ensemble du Québec et, du reste, pour la plupart de ses régions. Mais l'économie du Nunavik est de petite taille, peu diversifiée, avec une faible capacité de croissance pour ainsi dire autonome, tant il y a d'obstacles à la substitution des importations, comme les coûts de transports des intrants manufacturiers, le capital disponible à l'investissement, la formation de la main-d'œuvre et ainsi de suite. Lorsqu'une industrie de cette importance fléchit, industrie dont la taille des dépenses courantes à elle seule représente plus que le produit intérieur régional, industrie fournissant la majorité des emplois et par conséquent, soutenant la consommation, c'est toute l'économie régionale qui est ébranlée.

La chute des budgets publics aurait eu deux causes majeures : premièrement, la fin plus ou moins simultanée de vastes programmes d'infrastructures comme la construction de logements sociaux et des installations aéroportuaires ; deuxièmement, la réorientation budgétaire à la fois à Ottawa et à Québec, devant conduire, par des coupes généralisées, à l'éradication des déficits annuels d'opération. Ces phénomènes se sont répercutés au Québec, comme nous l'avons vu ; mais en comparant les données du Québec et celles du Nunavik, nous avons également vu de façon concluante que ces phénomènes se sont répercutés avec beaucoup plus de sévérité au Nunavik.

### 5.3 Mise à niveau

Les données historiques que nous avons présentées conduisent également à un autre constat majeur : celui d'une lente « mise à niveau » de l'économie du Nunavik par rapport à l'ensemble du Québec.

Nous avons en effet constaté que le revenu personnel au Nunavik, en 2003, est plus ou moins équivalent à celui du Québec, que la progression des salaires, entre 1983 et 2003, est plus forte au Nunavik qu'au Québec, et que, durant la même période, l'écart dans les dépenses personnelles est passé de 20 % à 11 %.

Si ces données révèlent une tendance à la mise à niveau, elles masquent toutefois certains facteurs qui en limitent les effets. D'abord, à revenu par habitant équivalent, les Nunavimiut disposent d'un pouvoir d'achat moins élevé parce que les prix à la consommation sont significativement plus élevés dans la région que partout ailleurs où nous avons pu réaliser des observations.<sup>4</sup>

Ensuite, ces revenus ne sont pas également distribués dans la population du Nunavik. La rémunération d'ensemble des Inuit est supérieure en valeur absolue à la rémunération des allochtones, mais elle ne correspond pas à leur poids démographique respectif. En somme, la rémunération moyenne des Inuit est plus faible que

---

<sup>4</sup> Voir : Bernard, N. (sous la dir. de G. Duhaime), (2006), *Indices comparatifs des prix du Nunavik 2006*, Québec, Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée, Université Laval, 18p. + annexes.

De même : Bernard, N. (sous la dir. de G. Duhaime) *Indices comparatifs des prix du Nunavik 2006. Complément d'étude – Iles-de-la-Madeine, Jamésie, Basse-Côte-Nord*, Québec, Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée, Université Laval, 11p. + annexes.



celle des allochtones. Ainsi, avec une rémunération plus faible, les Inuit doivent faire face à des prix plus élevés pour leur consommation courante. Du reste, la MCS permet de constater qu'une part de la rémunération est transférée aux non-résidents du Nunavik, par des employés travaillant temporairement dans la région essentiellement dans les services publics, la construction et le secteur minier. Selon nos résultats, ces transferts représenteraient plus de 37 millions \$ en 2003, soit plus du tiers de la rémunération des allochtones (annexe 3). Un examen plus approfondi de la rémunération pourrait permettre de retracer les tendances à ce chapitre, et de vérifier si la position relative de ces deux groupes de la population active s'est maintenue au fil du temps, ou si elle s'est modifiée.

Enfin, cette mise à niveau demeure fragile. Au cours des dernières vingt années, la structure industrielle a été peu modifiée malgré de multiples démarrages d'entreprises locales et régionales, bénéficiant presque sans exception de programmes d'aide gouvernementale. Le dynamisme des entrepreneurs locaux ne serait pas en cause dans cette fragilité. Mais ces efforts ne parviendraient pas à modifier en profondeur la structure de l'économie régionale, et surtout sa vulnérabilité aux aléas des politiques publiques. Qu'une économie de cette taille bénéficie du soutien gouvernemental n'est pas anormal dans le contexte canadien, où l'un des rôles de l'État est de procéder à une redistribution de la richesse collective afin d'atténuer les inégalités les plus criantes. Au reste, nous avons constaté que l'écart entre les dépenses publiques au Nunavik et au Québec s'est non seulement maintenu, entre 1983 et 2003, mais encore qu'il s'est légèrement accru, malgré le déclin relatif des dépenses fédérales, et le recul de 1998 et des années voisines. Il

est plus alarmant de constater que les orientations politiques inspirées du néolibéralisme produisent des impacts plus sévères dans une région comme le Nunavik par rapport aux grands ensembles provinciaux par exemple.

Ce contexte éclaire les revendications régionales. L'accroissement des responsabilités des paliers locaux et régionaux est important tout au long de la période étudiée : ils assumaient 54% des dépenses publiques nettes de transferts intergouvernementaux en 1983, 65 % en 1991, 83 % en 1998, et enfin 84 % en 2003. Mais ces responsabilités ont été exercées par ces paliers en vertu de transferts massifs de fonds provenant des gouvernements centraux. En dollars constants, les transferts fédéraux aux autres paliers de gouvernement, aux fins de l'administration publique régionale, oscillaient entre 61 millions \$ en 1983, 39 millions en 1998, et 69 millions en 2003. Quant à eux, les transferts provinciaux passaient de quelque 100 millions \$ en 1983 à 231 millions \$ en 2003 (tableau 11). Or, la plupart de ces transferts sont contraignants, puisqu'ils sont consentis pour des programmes précis, et doivent être dépensés selon des critères et normes spécifiques. De la sorte, non seulement l'administration régionale est-elle devenue complexe, par l'administration de multiples enveloppes étanches, mais encore le pouvoir décisionnel des autorités est-il restreint. Ainsi est-il compréhensible que les leaders politiques aient cherché depuis longtemps à accroître leur marge d'autonomie décisionnelle, mais à maintenir simultanément le soutien financier des gouvernements centraux.

#### **5.4 Autre pôle économique**

Cette vulnérabilité de l'économie régionale à un pôle central serait sans doute moins aiguë si la région disposait de revenus fiscaux autonomes et suffisants pour assurer la pérennité des services publics. Mais ce n'est pas le cas. Au mieux, les impôts des particuliers (les seuls dont nous pouvons avoir une estimation) et qui sont prélevés par les gouvernements centraux, se seraient élevés à quelque 48 millions \$ en 2003, loin des 325 millions \$ de coûte l'administration de la région (tableaux 4 et 6).

Les redevances de l'exploitation industrielle des ressources minérales, qui ne sont pas perçues par les administrations régionales, sont souvent évoquées comme source massive possible de financement. Si cela demeure une possibilité, cela ne changerait vraisemblablement pas la vulnérabilité de l'assise économique régionale. En effet, outre les variations structurelles causées par les politiques budgétaires, l'économie régionale a affiché d'autres variations causées par les aléas de l'exploitation minière. Le secteur représentait 18 % de l'activité économique régionale en 1983, 4 % en 1991, et 19 % en 1998 et 2003, et les perspectives conjoncturelles semblent favorables à une progression de l'activité dans les années à venir. Non seulement la fermeture d'un seul

établissement a-t-il modifié le portrait de l'économie en 1991, mais la mise en exploitation d'une autre mine en 1998 n'est pas parvenue à corriger à elle seule la chute du revenu et des dépenses personnelles. L'impact de l'exploitation minière dans l'économie régionale a été modifié au cours des années 1990 par des ententes conclues entre les parties, réservant par exemple une portion des contrats et des emplois aux agents économiques régionaux. Même si ce secteur représente un autre pôle important de développement, à côté de l'administration publique, il est loin d'en avoir l'étendue. En outre, il offre beaucoup moins de possibilité pour accroître le pouvoir décisionnel régional, car les orientations prises par l'industrie sont gouvernées par les variations des marchés mondiaux.

Cet examen permet ainsi d'inférer l'influence de grandes forces contemporaines, politiques néo-libérales et marchés mondiaux, sur l'économie régionale, bien au-dessus des agents régionaux qui tentent d'en accroître leur maîtrise.

Si l'autonomie décisionnelle peut être accrue par le projet d'une nouvelle forme de gouvernement régional, ces forces continueront néanmoins d'influencer l'économie régionale, intimement liée à celle du reste du Québec et du monde.

## Bibliographie

- Administration régionale Kativik (2004), *Rapport annuel 2003*, 102p.
- Akulivik Cooperative Association (2004), *Financial Statements at August 31, 2003*, 18p.
- Aupaluk Cooperative Association (2004), *Financial Statements at December 31, 2003*, 16p.
- La Coopérative de Détails et de Services Indépendante d'Umiujaq (2003), *Financial Statements at July 31, 2003*, 16p.
- Duhaime, G. (1987), *Ni chien, ni loup. L'économie, l'État et les Inuit du Québec arctique*. Québec, Université Laval (thèse de doctorat en sociologie), 571p.
- Duhaime, G., P. Fréchette & V. Robichaud (1999), *The Economic Structure of the Nunavik Region (Canada). Changes and Stability*. Québec, GÉTIC, Collection Recherche.
- Duhaime, G., P. Fréchette and V. Robichaud (1998), *The 1991 Social Accounting Matrix for the Nunavik Regional Economy*. Québec, GÉTIC, Collection Recherche.
- Epoq, D. et R. D. St-Cyr, *Rapport d'activités 2004-2005 pour le Nunavik*, Fonds d'exploration minière du Nunavik, Avril 2004 à mars 2005, rapport présenté à la Conférence des ministres des mines et de l'énergie 2005, 7p.
- Falconbridge (2006), *Fiche de renseignements, Mine Raglan*, présentation août 2006.
- Fédération des coopératives du Nouveau Québec (2004), *Consolidated Financial Statement*, 24p.
- Fort Chimo Cooperative Association (2004), *Financial Statements at December 31, 2003*, 17p.
- George River Cooperative Association (2004), *Financial Statements at December 31, 2003*, 17p.
- Great Whale Cooperative Association (2003), *Financial Statements at July 31, 2003*, 16p.
- Inukjuak Cooperative Association (2003), *Financial Statements at July 31, 2003*, 20p.
- Institut de la statistique du Québec (2006), *Revenu personnel et ses principales composantes, territoires équivalents à une MRC, Nord-du-Québec, 2002-2005*, URL : [http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil10/econo\\_fin/conj\\_econo/cptes\\_econo/rev\\_compos10\\_mrc.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil10/econo_fin/conj_econo/cptes_econo/rev_compos10_mrc.htm)
- Institut de la statistique du Québec (2006), *Nombre d'emplois selon l'industrie et répartition selon le statut d'emploi, (temps plein et temps partiel), moyennes annuelles, Québec, 2003 à 2005* [http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/march\\_travl\\_remnr/cat\\_profs\\_sectr\\_activ\\_professions/index.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/march_travl_remnr/cat_profs_sectr_activ_professions/index.htm)
- Ivujivik Cooperative Association (2003), *Financial Statements at January 31, 2003*, 17p.
- Kativik Regional Government (2006), *Jobs in Nunavik 2005*, Kativik Regional Government, 64 p.
- Koartak Cooperative Association (2003), *Financial Statements at January 31, 2003*, 16p.

- Makivik Corporation (2004), *Makivik Corporation Annual Report*, October 1, 2003 to September 30, 2004, 104p.
- Makivik Corporation (2003), *Makivik Corporation Annual Report*, October 1, 2002 to September 30, 2003, 120p.
- Martin, G. et V. Nguyen (2004), *Les résultats d'impact économique du modèle intersectoriel du Québec*, Institut de la statistique du Québec, L'Écostat juin 200410p.
- Ministère des Affaires municipales et de Régions (2004), *Finances des organismes municipaux – Rapports financiers – Exercice financier 2003*, URL : [http://www.mamr.gouv.qc.ca/finances/fina\\_info\\_prev\\_exer\\_2003.asp#p2](http://www.mamr.gouv.qc.ca/finances/fina_info_prev_exer_2003.asp#p2)
- Payne Bay Cooperative Association (2004), *Financial Statements at December 31, 2003*, 19p.
- Povungnituk Cooperative Association (2003), *Financial Statements at August 31, 2003*, 21p.
- Pyatt, G. et J. I. Round (1977), "Social Accounting Matrices for Development Planning", *Review of Income and Wealth*, Series 23, No.4; 339-364.
- Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (2004), *Rapport annuel 2003-2004*, Bibliothèque nationale du Québec, 252p.
- Robichaud, V. (1994), *La construction d'un modèle calculable d'équilibre général pour le Québec arctique*. Québec, Université Laval (mémoire de maîtrise en économie), 83p.
- Robichaud, V., G. Duhaime and P. Fréchette (2001), "A New Social Accounting Matrix for the Nunavik Regional Economy", in: *Autonomy and Development in Aboriginal Regions, Case Studies from the Canadian Provincial North*, edited by Colin Scott, Vancouver: University of British Columbia Press.
- Secrétariat aux affaires autochtones (2005), *Déboursés, aides et dépenses destinés aux autochtones pour l'année 2003-2004*, Bibliothèque nationale du Québec, 2005, 225p.
- Secrétariat aux affaires autochtones (2004), *Déboursés, aides et dépenses destinés aux autochtones pour l'année 2002-2003*, Bibliothèque nationale du Québec, 2005, 287p.
- Sugluk Cooperative Association (2003), *Financial Statements at January 31, 2003*, 18p.
- Wakeham Bay Cooperative Association (2003), *Financial Statements at January 31, 2003*, 18p.

## **Annexes**

**Annexe 1 Matrice de comptabilité sociale descriptive**

			FACTEURS		AGENTS			ACC.	ACTIVITÉS DE PRODUCTION			EXT.	TOTAL
			1	2	3	5	6	7	8	9	10	11	
FACTEURS	Travail	1								Masse salariale			Rémunération totale des travailleurs
	Capital	2								Surplus d'exploitation, amortissement			Rémunération totale du capital
AGENTS	Entreprises privées	3		Profits des entreprises		Transferts publics aux firmes	Transferts des OSBL aux firmes						Revenu total des entreprises
	Adm. publiques	5	Cotisations aux régimes d'assurance-sociale			Tranferts entre administrations	Impôt des particuliers			Taxes municipales, taxes indirectes taxes à la production		Financement net des activités gouvernementales	Revenu total des gouvernements
	Particuliers	6	Revenu des travailleurs	Profits des OSBL	Dividendes et transferts aux OSBL	Transferts publics aux ménages							Revenu total des ménages
ACCUMULATION		7			Épargne/ investissement	Épargne/ investissement	Épargne/ investissement					Solde extérieur	Épargne totale = investissement total
ACTIVITÉS DE PRODUCTION	Secteur primaire	8											
	Secteur secondaire	9				Consommation des ménages	Financement des administrations publiques	Investissement	Achat d'intrants		Exportations		Recettes d'exploitations
	Secteur tertiaire	10											
EXT. (HORS-NUNAVIK)		11	Revenu des travailleurs non-résidents		Dividendes et transferts aux non-résidents	Consommation des ménages en produits importés	Transferts hors-Nunavik			Importation d'intrants			Recettes des non-résidents
TOTAL			Rémunération totale des travailleurs	Profits totaux	Dépenses totales	Dépenses totales	Dépenses totales	Investissement total	Dépenses totales d'exploitation		Dépenses des non-résidents dans la région		

**Annexe 2 Matrice de comptabilité agrégée du Nunavik pour 2003 (en milliers de dollars courants)**

		FACTEURS		AGENTS			ACC.	ACT. DE PROD.			EXT.	TOTAL
		1	2	3	5	6	7	8	9	10	11	
FACTEURS	Travail 1							45 720,70	7 633,40	170 802,30		224 156,40
	Capital 2							3 210,90	2 246,30	21 239,60		26 696,80
AGENTS	Entreprises privées 3		21 883,20		328,7	3 261,80						25 473,70
	Adm. publiques 5	19 635,40			318 483,00	28 233,00		253,4	304,6	39 177,40	255 695,50	661 782,30
	Particuliers 6	167 210,20	4 813,60	17 446,00	31 040,10							220 509,90
ACCUMULATION 7				6 650,50	36 803,30	5 383,70					-15 990,00	32 847,50
ACTIVITÉS DE PRODUCTION	Secteur primaire 8						18 000,00				42 903,00	60 903,00
	Secteur secondaire 9						14 847,50			965,7		15 813,20
	Secteur tertiaire 10				257 092,00	106 392,70		5 226,40	1 009,00	76 224,50	18 437,20	464 381,80
HORS-NUNAVIK 11		37 310,80		1 377,20	18 035,20	77 238,70		6 491,60	4 619,90	155 972,30		301 045,70
TOTAL		224 156,40	26 696,80	25 473,70	661 782,30	220 509,90	32 847,50	60 903,00	15 813,20	464 381,80	301 045,70	

**Annexe 3 Matrice de comptabilité sociale du Nunavik pour 2003 (en milliers de dollars courants)**

			FACTEURS			AGENTS						ACC.	ACTIVITÉS DE PRODUCTION											EXT.	TOTAL			
			Travail		Capital	Ent. Pri.	Administrations publiques			Particuliers			OSBL	Chasse et pêche	Mines	Manuf.	Constr.	Transp.	Communi.	Énergie	Commer.	Fin.	Adm.pub.			Services		
			1	2	3		4	5	6	7	8		9														10	11
FACTEURS	Travail	autochtone	1											1416,3	4399,2	868,1	1897,9	5504,8	1189,4	1569,5	9190,3	6,0	93124,2	3795,4		122961,1		
		allochtone	2												517,1	39388,1		4867,4	9390,0	199,2	680,1	1830,8	4,2	40912,3	3406,1		101195,3	
	Capital	3												47,7	3163,2		2246,3	3418,9			6962,3	1320,9		9537,5		26696,6		
AGENTS	Entreprises privées		4		21883,2		279,9	48,8			3261,8																25473,7	
		Administrations publiques	locales	5			6689,9	63232,1									35,9	32,9		2569,4	89,3	17755,9	1447,9					91853,3
			régionales	6				11866,1	167424,9	18927,7																		
	provinciales		7	8948,6	4649,2					50342,3	10233,8	4461,2				147,7		177,5	4147,4	390,8	632,8	3708,7			562,2	201256,4	289658,6	
	fédérales		8	3973,3	2064,3						9428,1	4109,9				105,7		127,1	3568,9	454,6	517,6	2654,6			608,5	54439,1	82051,7	
	Particuliers	ménages autochtones	9	110039,2			1487,9	6839,5	12781,7																			131148,3
		ménages allochtones	10		57171,0																							57171,0
OSBL		11			4813,6	17446,0			9931,0																		32190,6	
ACCUMULATION		12			6650,5	11453,2	9692,5	15657,6		5383,7																-15990,0	32847,5	
ACTIVITÉS DE PRODUCTION	Chasse et pêche	13																									7244,9	7244,9
	Mines	14										18000,0															35658,1	53658,1
	Industries manufacturières	15																		963,5		2,2					965,7	
	Construction	16										14847,5															14847,5	
	Transport	17												3881,4	16855,0		766,1	1349,9	5061,5	530,1	967,9	27,8	12015,2	1295,8	18437,2	61577,0		
	Communication	18												4553,4	1457,3		12,4	83,9	0,5		279,0	105,1	2076,4	189,7		8757,7		
	Énergie	19															11,6	74,0	2,8		274,2	1,0	4156,0	158,8		4678,4		
	Commerce	20															97,6	31,1	7917,4	723,0	14579,5	580,7	11799,5	1484,7		87131,6		
	Finances et immobilier	21																2,1	60,3		8,6	1710,8		526,9	4,0	2504,9		
	Administration publique	22				68534,0	180068,5	8489,5																			257092,0	
Services	23																									42640,2		
Ext. (HORS-NUNAVIK)		24		37310,8		1377,2		18035,2	64702,6	12536,1				4930,4	1561,2		4619,9	25676,1	558,9	-14155,9	54653,1	940,3	69160,9	19138,9		301045,7		
TOTAL			122961,1	101195,3	26696,6	25473,7	91853,3	198218,7	289658,6	82051,7	131148,3	57171,0	32190,6	32847,5	7244,9	53658,1	965,7	14847,5	61577,0	8757,7	4678,4	87131,6	2504,9	257092,0	42640,2	301045,7		



**Annexe 4 Population et indices implicites de prix, Nunavik et Québec, 1983 à 2003**

	Nunavik				Québec			
	1983	1991	1998	2003	1983	1991	1998	2003
<b>Population</b>	6 299	7 693	9 394	10 134	6 587 120	7 033 013	7 286 036	7 467 705
<b>Indices implicites de prix (1997 = 100)</b>								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation					66,9	94	101,2	110,2
Dépenses publiques en biens et services					67,5	92,9	100,3	118,6
Formation brute de capital fixe et variation des stocks					79,9	92,7	101	104,3
Exportations					71,5	85,5	101,5	103,6
Importations					85,7	84,5	102,6	101,6
PIB au prix du marché					65	93,3	100,9	110,5

Source: Institut de la statistique du Québec